

Contre le RN et Jordan Bardella, les codes ont changé

Donné par les sondages à plus de 32%, rien ne semble pouvoir arrêter le RN. Et surtout pas les attaques de ses adversaires. La voilà, la force de Jordan Bardella : le Nouveau Front populaire et Ensemble utilisent des armes inefficaces parce que d'un autre temps face à un parti qui s'est transformé. Le frapper sur les valeurs ? Nécessaire mais pas suffisant quand ses électeurs placent le RN à

l'extrême droite et votent en conscience, quand l'antisémitisme de La France insoumise brouille la « hiérarchie des périls » et quand, fort de sa nouvelle respectabilité, le jeune leader se permet de jouer les rassembleurs.

Le discréditer sur les incohérences économiques ? Nécessaire mais encore insuffisant car les chiffres ont un effet limité sur des citoyens biberonnés à la

déraison budgétaire, car les renoncements programmatiques pèsent peu face à la perspective d'humilier par la victoire les élites (et d'abord Emmanuel Macron), car sur l'immigration ou sur les réponses aux colères de la France périphérique, un électoral élargi aux cadres et aux retraités fait plus confiance au RN qu'à n'importe quel autre parti. Le barrage (au fascisme) et l'incompétence (à gouver-

ner) ne sont plus vraiment opératoires.

Incriminer sa duplicité, son amateurisme, son impréparation ne saurait suffire parce que le RN est devenu un parti post-populiste, c'est-à-dire une extrême droite relativement pragmatique, qui se présente comme acceptant les valeurs démocratiques et le jeu des institutions. Dès lors, il faut démasquer sa vraie nature et demander à son leader la clarté

sur sa vision économique (un social-étatisme aussi dépassé que dangereux), sur sa politique étrangère (d'une inquiétante ambiguïté vis-à-vis de la Russie et des Etats-Unis), sur son respect de l'Etat de droit (Orban ou Meloni, il faut choisir). Sans caricature, peut-être alors que sa rupture apparaîtra comme un saut dans le vide.

Rémi Godeau
@remigodeau

En laissant prospérer l'idée de sa nomination au poste de Premier ministre, l'insoumis en chef fait en sorte que sa radioactivité contamine l'ensemble des candidats du Nouveau Front populaire

Mélenchon à Matignon : l'hypothèse qui met le feu

Le marionnettiste

Selon le dernier baromètre Ipsos pour La Tribune du dimanche, Jean-Luc Mélenchon n'est plus perçu par les Français comme le meilleur opposant à Emmanuel Macron, après avoir été détrôné par Raphaël Glucksmann, cité par 27% des sondés. Malgré le rejet qu'inspire sa personnalité aux électeurs de gauche modérée, le leader insoumis continue d'entretenir l'hypothèse de son arrivée à Matignon, qui agace ses alliés du Nouveau Front populaire.

Antoine Oberdorff

EN RETRAIT, L'HOMME des 22% en 2022, héraut de la gauche radicale ? A croire que socialistes, écologistes et communistes n'ont rien compris, à vouloir lui donner des leçons de modération. Car personne ne dicte son tempo à Jean-Luc Mélenchon. Tel le maître du jeu qui vaticine au-dessus du Nouveau Front populaire (NFP), l'insoumis en chef se délecte de voir les représentants de la « vieille gauche » se débattre avec l'hypothèse de sa nomination à Matignon en cas de victoire aux législatives. Dimanche matin, François Hollande lui a même recommandé de « se taire ». Même constat du côté de Ra-

phaël Glucksmann, devenu une sorte de garde-fou face à LFI à l'intérieur de la nouvelle alliance des gauches. « Les gens ne me reprochent plus d'avoir rejoint le Nouveau Front populaire, ils me demandent des garanties pour que Mélenchon ne soit jamais Premier ministre », explique l'eurodéputé Place publique à l'Opinion. « Mélenchon Premier ministre, c'est le meilleur argument de campagne pour Gabriel Attal et Jordan Bardella », selon lui.

Parce qu'il sait mieux que personne flairer le moment opportun pour remettre du charbon dans la machine médiatique, Jean-Luc Mélenchon a de



SIPA PRESS

« Je ne m'élimine pas, mais je ne m'impose pas », précise Jean-Luc Mélenchon.

nouveau fait part de « son intention de gouverner ce pays » sur le plateau de « C l'Hebdo », samedi soir. En l'éliminant de la course au poste de Premier ministre, Raphaël Glucksmann et ses « amis sociaux-démocrates » seraient allés un peu vite en besogne. D'une formule, la tortue sagace se relance : « Je ne m'élimine pas, mais je ne m'impose pas ». Avec lui, ça ne sera ni « le foutoir », ni « le piapia des gauchistes ».

Et gare à ceux qui voudraient l'enterrer en instrumentalisant l'accusation en antisémitisme, tel un « rayon paralysant ». A 72 ans, le théoricien de l'Ere du peuple assure « ne rien avoir à voir avec l'antisémitisme ».

« Figure consensuelle ». A l'entendre, tout cela ne serait qu'« un prétexte pour favoriser un vote pour le RN au second tour ». De fait, le nombre de

duels entre le RN et le NFP devrait être nettement supérieur aux 59 affrontements entre la Nupes et le RN enregistrés en 2022. Or, Jean-Luc Mélenchon cristallise un tel rejet sur sa personne qu'il pourrait s'aliéner le soutien des électeurs sociaux-démocrates dans certaines circonscriptions.

En attendant, l'ex-sénateur PS de l'Essonne raconte à qui veut l'entendre

●●● Pages 2 et 3

Sciences Po : les mauvais signaux s'accumulent

Le financier américain Frank McCourt a décidé de suspendre son partenariat avec l'école **Page 8**

Le tourisme américain, nouvelle manne pour l'Europe

Des villes voient leur croissance dopée **Notre supplément The Wall Street Journal**

Macron cherche la majorité silencieuse



SIPA PRESS

Le chef de l'Etat veut convaincre les électeurs qui redoutent de devoir choisir entre le RN et LFI, prêts à entrer dans l'isolement comme on monte à l'échafaud. La mobilisation s'annonce record pour les élections législatives avec une participation attendue de plus de 62% selon les instituts de sondages.

Page 3

nim MANAGEMENT
DE TRANSITION
DEPUIS 2001
Groupe Menway

Un manager de transition
en 48 heures pour prendre en main
une situation délicate.

nimeurope.com
01 46 24 85 71

Paris • Aix-en-Provence • Bordeaux • Lyon • Metz • Lille • Toulouse

- Gestion de l'urgence
- Réorganisation RH
- Relance industrielle
- Retournement opérationnel
- Cash management
- Digitalisation accélérée

Mélenchon à Matignon : l'hypothèse qui met le feu

●●● Suite de la page 1

que ses nouveaux alliés du NFP seraient tombés d'accord sur un principe simple : ce sera au plus gros groupe parlementaire au sein de la coalition de donner son prétendant pour Matignon. En vérité, Jean-Luc Mélenchon sait qu'il touche à un point sensible pour les socialistes. Eux poussent l'idée d'un vote de l'ensemble des partenaires - les insoumis se trouvant ainsi dilués à l'intérieur d'un grand tout où ils ne pourraient plus imposer un profil conflictuel. « La collégialité, c'est le meilleur moyen de faire émerger une figure consensuelle », plaide la maire PS de Nantes, Johanna Rolland.

Tout au long de cette première semaine de campagne, chacun a dû effacer l'image gênante d'un Jean-Luc Mélenchon dans l'habit du chef de gouvernement, embarqué dans une cohabitation impossible avec Emmanuel Macron. Las de cette personnalisation à outrance, le patron du PCF Fabien Roussel s'est fendu d'un communiqué assassin, ce dimanche en fin d'après-midi. « L'idée d'une nomination au poste de Premier ministre de Jean-Luc Mélenchon, qu'il alimente lui-même, n'a jamais fait l'objet d'un accord entre les forces du Front populaire. C'est faux et insupportable », a tonné le communiste.

« **Crise de leadership** ». Mais Jean-Luc Mélenchon y croit-il lui-même ? Il y a deux ans, dans une campagne dominée par le mot d'ordre « Mélenchon, Premier ministre », le dirigeant insoumis avait réellement cru à ses chances. Des contacts avaient été pris en vue de la formation d'une future équipe gouvernementale. Rien de tel aujourd'hui. Le père fondateur de LFI se contente d'adoubier ses lieutenants Manuel Bompard, Mathilde Panot et Clémence Guetté, en déclarant (au mépris des faits) qu'ils auraient plus d'expérience parlementaire que Léon Blum n'en avait en 1936.

A gauche, le petit jeu du « qui est-ce » a donc consisté à faire rouler un trombinoscope de personnalités crédibles pour incarner la fonction : les insoumis en rébellion François Ruffin et Clémentine Autain, les socialistes expérimentés Boris Vallaud et Valérie Rabault, ou encore l'ex-ministre Najat Vallaud-Belkacem. Que de temps de parole perdu en conjectures. En réalité, la question de l'incarnation demeure prématurée. Ne serait-ce que parce que le NFP accuse encore un retard sur le RN et ses alliés LR tendance Ciotti



SIPA PRESS

« Les gens me demandent des garanties pour que Mélenchon ne soit jamais Premier ministre », explique à l'Opinion **Raphaël Glucksmann**.

qui oscille entre 2 et 6 points, selon les sondages.

Dans ces conditions, les détracteurs de Jean-Luc Mélenchon ne sont-ils de tomber dans un

piège ? Oubliant, au passage, que

le choix du Premier ministre se

fait à la discrétion du président

de la République. « Les masques

tombent sur la crise de leadership

à gauche. Maintenant que

Jean-Luc Mélenchon s'est positionné

clairement pour Matignon, en insultant ses alliés au

passage, on comprend mieux

pourquoi c'est Manuel Bompard

qui fait le débat sur TFI ou

Mathilde Panot qui est comparée à

Léon Blum. Il n'y a pas de Front

Populaire, il y a LFI et ses associés

», jubile un proche d'Emmanuel

Macron, qui pense avoir réussi sa

grande manœuvre de « clarification ».

A l'Elysée, on fait le pari d'une explosion en vol du NFP pour des raisons comparables à celle de la Nupes : la mainmise de Jean-Luc Mélenchon qui, tout en restant extérieur aux négociations, a su rester au centre du jeu, et des polémiques.

@A_Oberdorff

Pensez-vous que Jean-Luc Mélenchon constitue plutôt un handicap ou plutôt un atout pour son camp politique ?



SOURCE : ODOXA-BACKBONE-LE FIGARO, 20 JUIN 2024

Choix publics L'antisémitisme menace les fondements de la République

La chronique
de Erwan
Le Noan



SANDRINE FOUDEX

« Je n'ai pas besoin, écrivait Maurice Barrès au moment du procès de Rennes en 1899, qu'on me dise pourquoi Dreyfus a trahi. [...] Que Dreyfus est capable de trahir, je le conclus de sa race ». Dans ses *Cahiers*, il ajouta à propos des Juifs que « tous sont des traîtres : ils sont de la patrie où ils trouvent leur plus grand intérêt. » Cet argumentaire qui, comme l'écrit Pierre-André Taguieff (*Sortir de l'antisémitisme*, 2022) « postule que la trahison fait partie de la nature du Juif », se retrouve exactement aujourd'hui sous le masque de l'antisionisme pour lequel tout Juif, où qu'il soit et quel qu'il soit, est considéré par essence étranger et félon, parce qu'il serait inéluctablement un agent dormant d'Israël, Etat lui-même ontologiquement coupable, car juif.

Les promoteurs de haine travaillent ainsi à justifier leur malveillance et légitimer la violence antisémite en faisant des Juifs des coupables par anticipation, des fautifs par alliance, des condamnés systématiques - et dès lors des cibles spontanées, des victimes désignées et des objets de revanche admissible. La délégitimation d'Israël porte en elle la déshumanisation des Juifs. Aucun autre pays ne fait l'objet d'une telle remise en cause systématique - mais Israël est

un Etat juif. Aucun autre conflit que celui qui a amené ses voisins à tenter de l'anéantir ne suscite une telle passion - mais celui-ci implique des Juifs. Pas de manifestation pour soutenir les Ouïghours musulmans de Chine. Pas de candidature électorale de solidarité avec les Rohingyas birmans.

Indignations. Dans le discours de l'extrême gauche s'est inscrit ce message que tout Israélien est nécessairement coupable - non de soutenir son gouvernement, mais de justifier par son existence même celle de l'Etat hébreu.

Le 11 septembre 2001, lorsqu'Al Qaeda assassina 3 000 personnes à New York, la France proclama immédiatement sa solidarité, à travers la voix du président Chirac, qui se rendit sur place quelques jours après l'attentat. Le 7 octobre 2023, plus de 1 200 Israéliens ont été massacrés par le Hamas. Pourtant, l'extrême gauche a refusé de qualifier les actes et ses auteurs : du terrorisme, contre des innocents, dans un pays démocratique. L'hommage national aux 42 victimes françaises (1) n'est, lui, finalement intervenu que quatre très longs mois plus tard.

En 1990, lorsqu'une trentaine de tombes et un corps furent profanés à Carpentras, les principaux élus de la République s'étaient tous indignés. Des marches avaient été organisées, dont l'une accueillit François Mitterrand, premier Président à participer à une manifestation depuis la Libération.

La semaine dernière, une fillette de 12 ans a été battue et violée parce que juive. Les rues sont restées honteusement désertes. Certains à l'extrême gauche ont même implicitement écrit que les indignations étaient exagérées.

L'antisémitisme n'est pas résiduel. Il est là. Il tue. Il oppresse. Il menace. Pas que les Juifs, mais tous les Français qui sont attachés aux principes démocratiques d'égalité et de liberté des citoyens, au nom même de la fraternité.

Il est donc incompréhensible que la gauche que l'on croyait encore républicaine ait accepté de fermer les yeux sur les excès répugnants, les allusions nauséabondes et les doutes malsains, en échange de quelques sièges dans l'Hémicycle. Elle perdra les élections après avoir perdu son honneur. Une alliance électorale ne vaut pas de transiger avec les fondations de la République.

@erwanlenoan

A Paris, Emmanuel Grégoire conquérant face à Clément Beaune

ENTRE EMMANUEL GRÉGOIRE, premier adjoint PS d'Anne Hidalgo à l'Hôtel de ville parti à la conquête des législatives partielles, et Clément Beaune, figure originelle du nouveau monde macroniste, qui se tient désormais à bonne distance du Président, c'est un duel parisiano-parisien à résonance nationale qui se joue entre les IV^e, XI^e et XII^e arrondissements.

Ici, Raphaël Glucksmann a réalisé un score écrasant aux européennes (29,2%). De bon augure pour le socialiste Emmanuel Grégoire. « Je ne vois pas comment je perds, mais il faut rester vigilant », confie ce banlieusard d'origine, qui a d'abord grandi en Seine-Saint-Denis, avant d'atterrir à l'adolescence dans un village de 200 habitants en Charente-Maritime. Ses conseillers les plus optimistes rêvent même d'une élection dès le soir du premier tour.

Mais gare à l'excès de confiance. Face à Emmanuel Grégoire dans cette 7^e circonscription de Paris, l'ex-ministre des Transports d'Emmanuel Macron Clément Beaune dispose d'une bonne cote de popularité auprès des associations et commerçants locaux. Alors, ce samedi matin, Emmanuel Grégoire est venu à la rencontre de jeunes parents réunis pour une kermesse à l'école élémentaire Saint-Bernard.

Les enfants se pressent au stand de maquillage, d'autres attendent de pouvoir dévorer une barbe à papa pendant que ce père de famille disserte sur l'état préoccupant d'une France post-dissolution. « Macron a fait un pari complètement dingue, il a pensé que la gauche serait désunie. Mais il avait sous-estimé la place qu'occupe la lutte contre le FN dans la construction des militants de gauche », lui explique Emmanuel Grégoire.

Son interlocuteur ne tarde pas à émettre des doutes sur la viabilité de ce Nouveau Front populaire (NFP). « Une fois les élections passées, la menace de l'extrême droite ne suffira plus à vous unir », anticipe ce père de trois enfants. « Je ne suis d'évidence pas d'accord sur tout avec LFI, mais je n'ai aucun doute sur notre capacité à gouverner ensemble », le rassure Emmanuel Grégoire, d'un abord bien plus modéré que la précédente candidate choisie par la Nupes, l'avocate Caroline Mécarry, proche des insoumis. A lui seul, il représente cette social-démocratie bon teint, qui bannit les outrances et la brutalisation du débat public.

« **Pas sectaire** ». Un autre personnage emblématique de la mairie de Paris est venu prêter main-forte au candidat du PS : Patrick Bloche. Il fut député de la 7^e circonscription pendant vingt ans, et son nom circule pour prendre la relève d'Emmanuel Grégoire en tant que premier adjoint auprès d'Anne Hidalgo. « En 1997, lorsque j'ai arraché la circo à Alain Devaquet (RPR), c'était déjà à la faveur d'une dissolution », se souvient Patrick Bloche.

De l'avis de ce baron socialiste, « seul un profil socialiste d'ouverture, pas sectaire, pouvait reprendre la circonscription ». Durant les négociations du NFP, il a fallu qu'un émissaire francilien monte au créneau pour que la « 75-7 » tombe dans l'escarcelle du PS, et non pas dans celle de LFI comme en 2022.

Cet accord du NFP signé avec les troupes de Jean-Luc Mélenchon, certains électeurs croisés sur le marché du Père Chaillet ne sont pas près de l'accepter. A l'image de ce Français de confession juive qui fonce sur Emmanuel Gré-

goire. « Comment avez-vous pu faire un truc pareil ? Ce sont les antisémites que vous rejoignez aujourd'hui qui appellent par la haine à ce qu'il puisse se passer des drames comme à Courbevoie », s'emporte-t-il. Electeur de Raphaël Glucksmann, il est l'un des représentants d'une communauté juive qui partage un sentiment de trahison après avoir cru à la promesse d'une social-démocratie débarrassée de toute ambiguïté.

Sur le terrain, Emmanuel Grégoire paie les pots cassés, tout en essayant de désamorcer les tensions. « Nous sommes dans des circonstances historiques exceptionnelles où la menace qui pèse sur nos compatriotes de la communauté juive, ce n'est pas les quelques extrémistes de LFI que nous avons condamné en permanence. Aujourd'hui, la menace qui pèse sur la communauté juive, c'est le RN », fait-il valoir. Rien à faire, son détracteur lui renvoie un ressenti viscéral : « Depuis le 7 octobre, les Juifs ont moins peur du RN que de LFI ». « Je ne connais pas de militants LFI qui a des insignes Waffen-SS gravées sur la peau », plaide une dernière fois Emmanuel Grégoire.

Non loin de là, une autre candidate essuie d'autres types de reproches. Il s'agit de Clara Chassaniol, la suppléante de Clément Beaune. Sur son tract « Ensemble pour la République », le visage d'Emmanuel Macron a disparu, celui de Gabriel Attal aussi. Tant bien que mal, cette

Le socialiste tient d'ores et déjà une certitude pour l'après-législatives : « Jean-Luc Mélenchon est un repoussoir en tant que tel »

macroniste de 30 ans défend l'option retenue par le chef de l'Etat car, dit-elle, « nous aurions eu droit à une motion de censure à l'automne de toute manière ». Et puis, « c'est un geste démocratique que de rendre la responsabilité du vote aux Français et aux responsables des oppositions ».

Malaise. Mais très vite, les désaccords avec le cap donné par Emmanuel Macron refont surface. « Franchement, le terme "immigrationniste", ça ne m'a pas plu, reconnaît Clara Chassaniol. Et puis, faire la réforme de l'assurance-chômage durant les européennes, c'était se tirer une balle dans le pied ». Quant aux sorties du Président sur le changement de sexe en mairie pour les personnes transgenres, Clément Beaune a clairement pris ses distances. « Les électeurs ici me connaissent suffisamment pour savoir que je ne partage pas ces mots inutilement blessants », argue l'ancien membre du gouvernement, qui entend revendiquer « sa part d'autonomie et de liberté ».

A l'image des stratégies de l'Elysée qui accablent les dirigeants de la gauche dite « républicaine », coupables selon eux d'avoir pactisé avec le diable, Clément Beaune espère tirer profit du malaise des électeurs de gauche vis-à-vis des outrances de LFI. Selon lui, « beaucoup de Parisiens pensaient avoir glissé un bulletin proeuropéen et modéré et ils se retrouvent avec le pire de LFI : les Danièle Obono, Sophia Chikrou, Aymeric Caron et j'en passe ». L'ex-député Renaissance reproche à son adversaire socialiste de s'être renié sur toute la ligne en rejoignant le NFP, alors même qu'ils auraient pu travailler ensemble à la construction d'un nouvel espace social-démocrate. Aujourd'hui, Clément Beaune y voit un « choix tactique et cynique ».

De son côté, Emmanuel Grégoire tient d'ores et déjà une certitude pour l'après-législatives : « Jean-Luc Mélenchon est un repoussoir en tant que tel ». Pour lui, le leader insoumis ne pourra jamais prétendre à occuper une place centrale dans le dispositif du NFP. Ni à Matignon, ni ailleurs. « Il nous faudra quelqu'un de consensuel, situé au barycentre de l'équilibre global du NFP et si possible avec une expérience de la gestion des affaires de l'Etat », détaille-t-il à l'Opinion. S'il se refuse à donner ses préférences, il verrait bien une femme Première ministre. Ces jours-ci, les noms de Valérie Rabault et Najat Vallaud-Belkacem reviennent. Il y a encore quelques semaines, celui d'Emmanuel Grégoire était annoncé pour une autre échéance électorale : les municipales de 2026. Un siège au Palais-Bourbon pourrait être une première étape sur ce chemin. **A.O.**



ANTOINE OBERDORFF

Emmanuel Grégoire à l'école élémentaire Saint-Bernard, dans le XI^e arrondissement de Paris, le 22 juin.

Après le drame de Courbevoie, le leader de LFI et la solitude des Français de confession juive

LEURS CRIS DE PROTESTATION avaient fini par devenir étrangers à nos consciences de journalistes embarquées dans une campagne européenne hystérisée par les outrances entre des gauches dites « irrécyclables ». Partout où se tenait une réunion publique de La France insoumise (LFI), il fallait s'attendre à entendre le même bruit de fond : « Insoumis, soumis au Hamas », « Même si Rima le veut pas, nous on élèvera la voix, contre l'antisémitisme, nous on luttera ».

Peu à peu, les slogans repris par les porte-parole du collectif « Nous Vivrons » étaient devenus ceux d'une minorité agissante en croisade politique contre Jean-Luc Mélenchon et sa recrue star franco-palestinienne, Rima Hassan. Leur alerte sur la résurgence de l'antisémitisme depuis l'attaque terroriste du Hamas, le 7 octobre, n'avait pas été prise au sérieux. A en croire le député LFI Thomas Portes, il ne s'agissait que de l'agitation générée par un « grouppuscule raciste et violent », des « promoteurs du génocide à Gaza », des « paillassons de Netanyahu » qui plus est.

C'est un trait de l'époque. Une exigence de pureté idéologique qui emporte toute nuance. « Toute personne qui n'applaudit pas des deux mains aux massacres du 7 octobre est immédiatement soupçonnée de sionisme, et donc de fascisme », en déduit le rabbin Emile Ackermann. De Nanterre à la rue Saint-Guillaume, en passant par la place de la République, l'imaginaire du « Juif génocidaire » matrice désormais toute une jeunesse politisée, révoltée par les images de cadavres de civils palestiniens relayées sur leurs réseaux sociaux.

« Israël étant un soi-disant Etat génocidaire, tous les sionistes seraient des complices par nature. Or, si vous êtes Juifs, il y a de fortes chances que vous soyez solidaires du seul foyer de peuplement juif au monde, donc vous êtes de facto complices », décrit François Heilbronn, professeur associé à Sciences Po. Par cette mystification, les Français de confession juive se trouvent ainsi associés aux bombardements de l'armée israélienne.

Si elle conteste les mythes entretenus autour d'un « vote juif », Sarah Aizenman, la meneuse du collectif « Nous vivrons », décrit un sentiment de trahison partagé par l'ensemble de la communauté juive. « L'alliance du Nouveau Front populaire s'est faite sur le dos des Juifs », selon elle.

« **Racisme antisémite** ». Beaucoup ont du mal à encaisser la décision douloureuse de Raphaël Glucksmann d'avoir rejoint le Nouveau Front populaire. Venu défendre la candidate Place publique à Marseille, mercredi 19 juin, voilà que Raphaël Glucksmann est rattrapé par

Deux semaines plus tôt, Jean-Luc Mélenchon jugeait l'antisémitisme « résiduel ». Autant dire qu'il est un peu tard pour se dire « horrifié » et ouvrir les yeux sur la réalité d'un « racisme antisémite » ; la juxtaposition de ses deux mots étant déjà, en soi, une torsion du réel

sa décision de sceller cette alliance de circonstances avec LFI. « Honte à vous en tant que juif, soyez maudit ! », l'admoneste une retraitée, profondément choquée que la tête de liste PS Place publique ait ainsi renié sa judéité au nom de la résistance à l'extrême droite. Une compromission morale pour des électeurs aujourd'hui orphelins, un cas de conscience pour lui.

Puis, vint le surgissement de l'horreur antisémite, ce samedi 15 juin, à Courbevoie. Celle qui, par sa description, convoque tant d'autres traumatismes. Le viol de cette toute jeune fille de 12 ans par d'autres enfants, trois garçons âgés de 12 à 14 ans, au motif qu'elle est de confession juive. Un rapt antisémite sur le corps d'une enfant, un crime aggravé.

L'affaire de Courbevoie percute cette campagne législative, autorisant toutes les instrumentalisation. Deux semaines plus tôt, Jean-Luc Mélenchon jugeait l'antisémitisme « résiduel ». Autant dire qu'il est un peu tard



Jean-Luc Mélenchon assistant aux funérailles de Mireille Knoll, le 28 mars 2018.

pour se dire « horrifié » et ouvrir les yeux sur la réalité d'un « racisme antisémite » ; la juxtaposition de ses deux mots étant déjà, en soi, une torsion du réel.

Ce jeudi 20 juin au soir, l'émotion qui émane du rassemblement place de l'hôtel de Ville, à Paris, se dirige presque exclusivement contre Jean-Luc Mélenchon, tenu pour responsable d'avoir « diffusé le poison de l'antisémitisme » selon les mots du garde des Sceaux, Eric Dupond-Moretti. Devant lui, des manifestants scandent « Mélenchon en prison ! Mélenchon en prison ! ».

A rebours de la diabolisation du tribun insoumis, pas un mot (ou presque) n'est prononcé sur Marine Le Pen et son parti. L'infamie a changé de camp. A gauche, un ex-sénateur socialiste de culture laïque s'est grîmé en diable de la République, plus de 35 ans après le « point de détail » du fondateur du Front national.

« Une inversion totale des valeurs », soupire l'insoumis Eric Coquerel. « Alors que la communauté juive s'est longtemps reconnue dans les utopies socialistes, il y a un glissement accéléré vers la droite depuis ces vingt dernières années. Et Mélenchon n'y est pas pour rien », estime de son côté le rabbin Emile Ackerman, ce religieux de l'orthodoxie moderne réputé proche de la galaxie social-écologiste.

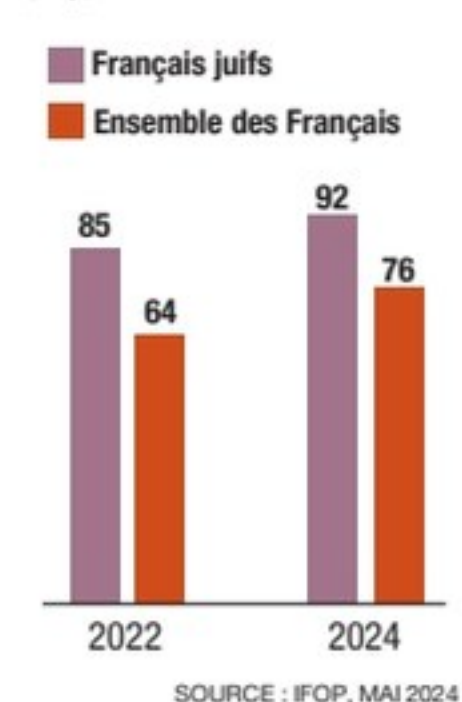
« **Antisémitisme contextuel** ». L'historien Vincent Lemire et l'avocat Arié Alimi ont beau clamer dans Le Monde qu'il n'y a « pas d'équivalence entre l'antisémitisme contextuel, populiste et électoraliste, utilisé par certains membres de LFI et l'antisémitisme fondateur, historique et ontologique du RN », les personnes visées, elles, ne font pas la distinction.

Les données sont là, incontournables : 92% des Français de confession juive attribuent la poussée de l'antisémitisme à LFI, d'après une récente enquête Ipsos pour l'American Jewish Committee (AJC). « Quand 92% des femmes ou des homosexuels considèrent qu'une formation politique est sexiste ou homophobe, on ne se pose pas la question une seule seconde », remarque l'un des anciens bras droits de Jean-Luc Mélenchon.

« La non-caractérisation terroriste des attaques du Hamas le 7 octobre n'ont bien évidemment pas aidé. Mais il n'y a pas une seule condamnation pour antisémitisme dans notre camp », nuance toutefois la frondeuse de LFI, Danielle Simonnet.

Alors pourquoi Jean-Luc Mélenchon est-il à ce point accusé d'avoir déshinibé une pulsion antisémite à l'échelle de la société ? Faut-il y voir un pur calcul électoraliste, lui-même fondé sur une vision erronée des affects populaires ? Ou faut-il, au contraire, prendre au sérieux ces

Sentiment que l'antisémitisme est un phénomène répandu
Évolution depuis 2022, en %



sous-jacents glaçants où l'on prend manifestement plaisir à observer les « couinements » d'un élu PS de confession juive rabaissé à l'état de chien retenu par une laisse à ses « adhésions » ? Le cas de Jérôme Guedj ne serait alors plus un cas isolé.

Pour nombre d'anciens protégés de Jean-Luc Mélenchon, biberonnés à l'universalisme républicain, a priori méfiants envers les organisations juives communautaires telles que le Crif, l'évolution fulgurante de leur ex-mentor reste une énigme.

Tous se souviennent d'une époque où Jean-Luc Mélenchon, le conseiller général de l'Essonne, ce socialiste au style III^e République, éprouvait un véritable philo-sémitisme. « Dans les années 1990-2000, il fallait toujours que Jean-Luc ait un petit feu à ses côtés », se souvient un vieil ami. Des jeunes premiers se tiennent donc à la droite du père : Jérôme Guedj, le futur énarque et député PS dès l'époque de Massy, puis Eric Benzekri, le réalisateur de *Baron noir*, Daniel Assouline et Valérie Atlan au sein de son cabinet à l'Enseignement professionnel dans le gouvernement Jospin. Plus tard, ce sera le stratège en communication et publicitaire, Arnaud Champrenier-Trigano.

A ses jeunes disciples, Jean-Luc Mélenchon, le fils de pieds-noirs né à Tanger, au Maroc, aime raconter qu'il serait le produit d'une lignée de marranes - ces Juifs convertis au catholicisme pour échapper à l'inquisition espagnole. De ces origines supposées, il a gardé quelques talismans disposés dans sa maison du XI^e arrondissement de Paris.

Des rituels juifs aussi, comme ce réflexe de toucher le pas de la porte d'entrée, mézouzah ou pas. Ou encore, lorsqu'à l'occasion de Yom Kippour, Jean-Luc Mélenchon s'affiche sous un talit à la synagogue de Massy tel un « mensch » - une marque de respectabilité dans la communauté juive.

Des années plus tard, le triple candidat à l'élection présidentielle continue de distiller les références judaïques par message à ses proches. Comme ce 11 avril 2020, fin du confinement et jour de la Pâques juive, où il textote : « Après Pessah, confiné mais libre ».

Depuis le pogrom du 7 octobre en terre d'Israël, ces Juifs de la sphère Mélenchon se retournent en direction de leur passé pour y déceler des signes avant-coureurs. Que Jean-Luc Mélenchon ait été le seul candidat à l'élection présidentielle de 2012 à ne pas interrompre sa campagne pour se rendre à la commémoration à Toulouse après la tuerie de l'école Ozar-Hatolah était-il significatif ? Le motif invoqué tenait déjà à la présence de Marine Le Pen. Douze ans plus tard, son refus de participer à la marche contre l'antisémitisme se fera sur les mêmes fondements.

« **Pulsions violentes** ». Et si la bascule avait eu lieu le 28 mars 2018 ? Ce jour-là, une marche blanche est organisée en mémoire de l'octogénaire juive Mireille Knoll, rescapée de la rafle du Vel d'Hiv, sauvagement assassinée dans son appartement parisien. Parce qu'il connaît

le poids des symboles, Jean-Luc Mélenchon se coiffe d'un chapeau de feutre noir, tel François Mitterrand, pensant pouvoir rejouer le rôle de l'ex-chef de l'Etat allant à Carpentras après la profanation d'un cimetière juif.

Rien ne va se passer comme il l'avait imaginé : l'homme en noir est conspué, éjecté du cortège par des gros bras de la Ligue de défense juive (LDJ), tandis que Marine Le Pen, elle, parade en odeur de sainteté. Après cette blessure intérieure, rien ne sera plus pareil. Six mois plus tard, de retour d'une rencontre avec le leader du Parti travailliste anglais Jeremy Corbyn, Jean-Luc Mélenchon acquiert une conviction : « En général, quand une campagne électorale voit un homme de gauche être traité d'antisémite, c'est qu'il n'est pas loin de pouvoir. »

La campagne européenne de 2024 n'aura été qu'une répétition générale. « En allant chercher un porte-flambeau [NDLR : la juriste franco-palestinienne Rima Hassan] qui en appelle à la destruction du seul Etat juif au monde, Jean-Luc Mélenchon a attisé des pulsions violentes et des pratiques discriminatoires envers les Juifs », considère le professeur François Heilbronn.

Pire, les quelque 450 000 Français juifs ont pris conscience que la stratégie abrasive de LFI a fonctionné à l'occasion des élections européennes, en rapportant à la liste emmenée par Manon Aubry un million de voix supplémentaires par rapport à 2019. Des réserves électorales puisées quasi exclusivement dans les banlieues, les centres-villes et les territoires ultramarins. Autant de zones qu'ont progressivement désertées les Français de confession juive ; c'est « l'Alyah intérieure ».

Que le Rassemblement national incarné par Jordan Bardella puisse dorénavant s'ériger en

Le sentiment de trahison se double d'un désarroi qu'il y a à voir le glissement inexorable de figures d'autorité morale dans la communauté juive vers l'extrême droite

« bouclier protecteur des Juifs » au mépris de ses racines vichystes et des antisémites notoires qui se cachent encore dans son arrière-boutique à investitures, est vécu comme une aberration historique.

« C'est une aubaine pour le RN, ils se saisissent de l'antisémitisme comme de l'expression d'un racisme anti-blanc », regrette un ex-mélenchoniste tombé en disgrâce. Voir Jean-Philippe Tanguy, l'un des caciques du RN, affirmer tranquillement qu'il y a « un antisémitisme résiduel à l'extrême droite », lui est insupportable.

« **Ni RN, ni LFI** ». Signe des temps, après Serge Klarsfeld, le fils de Mireille Knoll envisage lui aussi de voter pour le RN aux législatives anticipées en cas de duel de second tour face à LFI. Ainsi, le sentiment de trahison se double d'un désarroi qu'il y a à voir le glissement inexorable de figures d'autorité morale dans la communauté juive vers l'extrême droite.

« Qu'un chasseur de nazis comme Serge Klarsfeld puisse basculer au RN, cela nous a longtemps paru impensable. C'est une chose d'exprimer un sentiment de colère ou de désarroi, c'en est une autre de nous précipiter vers le chaos dans l'isolement », met en garde Sarah Aizenman de « Nous Vivrons ».

En cas de second tour entre le RN et le NFP, quels seraient les reports de voix de ceux qui avaient glissé un bulletin de vote Les Républicains ou majorité présidentielle ? De l'avis des nombreuses sources contactées, ce sera un « crève-cœur », « une épreuve indescriptible ». Beaucoup pourraient finir par voter blanc.

« La position du Crif - ni RN, ni LFI - est malheureusement la seule valable lorsqu'on a à faire à un parti de propagande antisémite », pense François Heilbronn. De fait, la fenêtre d'Overton de l'antisémitisme s'est ouverte en même temps que la tenaille identitaire s'est refermée sur toute une communauté, prise au piège du « ni-ni ». Triste solitude du Juif votant.

Antoine Oberdorff
@A.Oberdorff

L'alliance des partis de gauche a enfin dévoilé un chiffrage commun censé mettre un terme à la cacophonie

Le trou de 50 milliards d'euros du Nouveau Front populaire

Facture salée

Le programme prévoit plus de 9 % d'augmentation de l'ensemble des dépenses publiques françaises en trois ans, en plus de leur hausse automatique d'une année sur l'autre.

Marc Vignaud

CENT CINQUANTE MILLIARDS de dépenses nouvelles sur trois ans, d'ici 2027, et cent milliards d'augmentation d'impôts sur les très riches, voilà ce que promet le Nouveau Front populaire (NFP) dans un chiffrage commun de son programme économique.

Cela représente un choc colossal de 5,3 points de dépenses publiques par rapport au PIB de 2023, dans un pays qui atteint déjà des records en la matière, avec 57% du PIB. Plus de 9% d'augmentation de l'ensemble des dépenses publiques françaises de 1 600 milliards, en plus de leur hausse automatique d'une année sur l'autre.

En face, l'alliance des partis de gauche prévoit 3,5 points de PIB de prélèvements obligatoires nouveaux. Peu importe que la France détienne déjà la palme en la matière.

Mathématiquement, cela crée un fossé entre ce que la puissance publique encaissera et ce qu'elle dépensera, d'environ 1,8 point de PIB, soit 50 milliards d'euros de 2023. Un déficit qui s'ajoute à celui de 5,5% du PIB de 2023, niveau qui fait déjà augmenter automatiquement la dette publique compte tenu des conditions économiques actuelles.

Alors, bien sûr, ce chiffrage ne tient pas compte d'un éventuel effet multiplicateur des dépenses publiques, qui, une fois injectées dans l'économie, doit permettre de générer plus de croissance et donc des rentrées fiscales supplémentaires. Mais comme le fait remarquer l'ancien magistrat de la Cour des comptes, François Ecalle, aucun modèle économétrique n'est capable de simuler un tel choc économique avec des mesures aussi radicales.

Question calendrier, la révolution fiscale et économique du NFP commencerait au plus vite. Dès l'été 2024, La France insoumise, le PS, les communistes et les Verts promettent d'entériner pas moins de 25 milliards de dépenses en plus pour augmenter de 10% le traitement des fonctionnaires et les aides au logement ou rendre l'école « totalement gratuite » (cantines, périscolaire, etc).

Superprofits. En face, ils prévoient 30 milliards d'impôts sur les riches. La moitié sera tirée d'une taxe sur les « superprofits » des entreprises, alors que ces derniers sont largement retombés en 2024 et viennent souvent de l'étranger. L'autre moitié serait obtenue grâce à un impôt sur la fortune, triplé par rapport à celui qui existait sous François Hollande. Il inclurait les fortunes professionnelles.

D'ici à 2027, le choc fiscal se poursuivra grâce à la suppression de « niches fiscales inefficaces, injustes et polluantes ». De quoi ajouter 25 milliards. Ou encore un impôt sur l'héritage augmenté, assorti d'un plafond de 12 millions d'euros au-delà duquel l'Etat prend tout. Le NFP en attend 17 milliards.

Au programme, figure aussi une augmentation massive de l'impôt sur les revenus des personnes gagnants plus de 4 000 euros par mois assorti d'une CSG progressive (5,5 milliards). Un simulateur est déjà disponible pour savoir précisément ce que chacun va payer en plus ou en moins, même si ses résultats sont déjà contestés par les écologistes, qui considèrent qu'il n'engage pas le NFP...

La suppression de la taxe à taux unique sur les revenus du capital d'Emmanuel Macron, pour les imposer comme le travail, rapportait 3 milliards d'euros. Côté dépenses, 90 milliards, soit 60% du total, serviront à alimenter le pouvoir d'achat avec le chèque de l'Etat pour 30 milliards d'investissements publics...

Jeudi soir, dans une interview au *Figaro*, Jean-Luc Mélenchon avait chiffré ce programme à 200 milliards de dépenses nouvelles, pour 230 milliards de recettes. Selon le député LFI sortant Eric Coquerel, la différence tient essentiellement à la période considérée : cinq ans pour Mélenchon contre trois pour le NFP.

La retraite à 60 ans n'est pas incluse dans le chiffrage du programme présenté par l'alliance des partis de gauche vendredi. Elle reste

toutefois un objectif pour « la législature », a priori après 2027. Le nombre d'années de cotisation nécessaire sera mis en débat avec les syndicats et le patronat. Cela ressemble fort à un enterrement de première classe, alors que la LFI milite encore pour abaisser l'exigence à 40 ans de cotisation, contre 43 aujourd'hui.

Quelques heures avant la présentation de ce programme, l'ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), qui avait déploré les effets de l'austérité à la suite de la crise financière de 2008, l'a vertement critiqué en anglais sur X (ex-Twitter).

Olivier Blanchard considère qu'il est « pire que le programme économique du Rassemblement national », qu'il avait déjà descendu, avec son compère Jean Tirole, prix Nobel français d'économie, dans le magazine *Le Point*. « Comme les précédentes expériences, il ne peut que mener à une catastrophe économique », assène-t-il, le qualifiant de « dangereux ».

Selon lui, « il est difficile de voir comment cela ne va pas conduire les entrepreneurs à déplacer en masse leurs opérations ailleurs », même si l'alliance de la gauche pense pouvoir l'empêcher en rétablissant l'exit tax.

Quant à la hausse du smic à 1 600 euros contre moins de 1 400 euros actuellement, qui influence toute l'échelle des salaires, elle devrait déclencher « une hausse majeure du coût du travail pour les entreprises », souligne Olivier Blanchard. Celui qui se présente comme un social-démocrate rappelle qu'il y a « un équilibre délicat entre la réduction des inégalités et le maintien d'une croissance forte ». Pour lui, le programme du Nouveau Front populaire « ignore cet équilibre ». Même si, évidemment, d'autres considérations que l'économie doivent guider les électeurs dans leur choix électoral.

@mvignaud

La plupart des candidats de la majorité sortante se consacre au quadrillage de leur circonscription et délaisse les chaînes d'info

Télé ou terrain, le dilemme des candidats aux législatives

Vu à la télé

Ce lundi s'ouvre la dernière semaine d'une campagne éclair qui mène au dimanche 30 juin et au premier tour des élections législatives anticipées.

Matthieu Deprieck

A MOINS DE posséder le don d'ubiquité, voici un dilemme que tous les candidats aux législatives doivent trancher : faut-il répondre aux invitations médiatiques pour gagner en notoriété ou quadriller sa circonscription en ignorant les plateaux télé ?

L'écrasante majorité des macronistes a choisi la seconde option. Les députés sortants ont quitté la capitale dès le lendemain de l'annonce de la dissolution par Emmanuel Macron - certains le soir même du 9 juin. Ils vivent depuis coupés les uns des autres sans même suivre les soubresauts de l'actualité nationale. Il y a pourtant des sièges à prendre sur les plateaux des chaînes d'info en continu. La riposte aux oppositions est un des exercices imposés aux parlementaires. S'y collent majoritairement des élus d'Ile-de-France. Pour peu qu'ils viennent de l'ouest francilien, ils ont deux avantages sur leurs camarades : une circonscription favorable et une proximité avec les sièges des chaînes de télé et des stations de radio.

En visio. Au milieu des « Parisiens » se sont toutefois glissés des députés d'autres régions. La semaine dernière, le ministre délégué à l'Industrie et à l'Energie, Roland Lescure, a enchaîné deux passages télé malgré sa campagne en Amérique du Nord. Lundi, il débattait avec Jean-Philippe Tanguy (RN) et Eric Coquerel (LFI) sur BFMTV. Le lendemain, il retrouvait Eric Coquerel sur l'antenne de LCI.

L'entourage du ministre justifie ce temps

Jordan Bardella va présenter le premier budget chiffré d'un gouvernement d'extrême droite. Certaines mesures restent floues

RN: un programme économique amputé mais assumé

Coupe franche

Soucieux de lisser l'image de son parti, le numéro un de la formation d'extrême droite a promis dans le *Journal du Dimanche* d'être le Premier ministre « de tous, y compris de ceux qui n'auront pas voté pour moi » si son parti obtenait la majorité absolue le 7 juillet. Quand Marine Le Pen, dans un entretien à *La Voix du Nord*, n'écarte pas que des personnalités de gauche fassent partie de l'exécutif.

Nina Jackowski et Marc Vignaud

IL S'Y VOIT déjà. Ne dites pas « conférence de presse », ses équipes préfèrent le terme « discours de politique générale ». Ce lundi, Jordan Bardella dévoile ses « priorités » programmatiques lors d'une allocution à six jours des législatives, depuis les chics Salons Hoche du VIII^e arrondissement de Paris. Un air de Matignon avant l'heure.

Des « priorités » et non un programme entièrement détaillé et chiffré. Pratique pour le parti qui reporte sine die certaines de ses propositions, sous couvert de soupçon budgétaire. Exit ainsi, la suppression de la TVA sur 100 produits de première nécessité ou encore l'exonération d'impôts sur le revenu des moins de 30 ans dans le premier budget d'un gouvernement RN. Le leader du RN a aussi prévenu : pour être Premier ministre, il lui faut la majorité absolue ou rien.

Après Alain Madelin, Nicolas Sarkozy, François Bayrou et François Fillon, Jordan Bardella se présente à son tour comme « le candidat de la vérité ». Peu important ses promesses remises, lui et ses proches sont persuadés que la « solidité des figures » qu'il incarne avec Marine Le Pen suffit.

« Les Français nous élisent pour notre volonté d'action et notre langage de vérité. Ils savent



SIPA PRESS

Jordan Bardella lors d'une audition des chefs de parti au Medef, le 20 juin 2024.

qu'on ne va pas résoudre tous les problèmes - et ils sont nombreux - du jour au lendemain, raisonne le cadre Renaud Labaye. Si on abandonne une mesure, on explique pourquoi et, souvent, les gens comprennent. On l'a fait avec la sortie de l'euro. » Le risque est pourtant réel de décevoir une base électorale protestataire.

Urgence. Le président du RN mise donc sur une proposition forte sur le pouvoir d'achat qu'il présentera en premier dans « le temps de l'urgence ». Selon nos informations, son budget rectificatif, si possible dès juillet, se limiterait quasiment à une seule mesure : la baisse de la TVA de 20% à 5,5% sur le gaz, l'électricité, les carburants et le fioul domestique.

Le RN assure vouloir un niveau de déficit public inchangé, malgré cette mesure. Cela suppose, selon le parti, de trouver 5 à 6 milliards d'euros en 2024. Soit le chiffrage de l'Institut Montaigne de 11,3 milliards sur une année pleine. Pour y parvenir, il compte dénicher un peu plus d'un milliard en supprimant la niche fiscale qui bénéficie aux armateurs. Elle rapporte bien moins qu'en 2023 compte tenu de l'évolution des prix des conteneurs.

Deux autres milliards viendraient de la baisse de la participation française au financement de l'Union européenne. Soit le début d'un bras de fer dur avec les partenaires de l'Hexagone. D'autant que la diminution de la TVA prévue est contraire au droit communautaire. Le RN espère encaisser un quatrième milliard grâce au rebond supposé de la consommation. Reste donc 1 à 2 milliards à financer... potentiellement par une chasse aux niches fiscales et aux agences, notamment les ARS.

La suite du plan, intitulée « le temps des réformes », comportera le remplacement de l'actuel impôt sur la fortune immobilière (IFI) par un impôt sur la fortune financière (IFF). Ses recettes nettes par rapport à la situation d'aujourd'hui sont évaluées autour de 2 milliards d'euros.

Jordan Bardella éclaircira sa position sur la réforme des retraites, après avoir perdu le Medef et son auditoire lors de son audition jeudi. Celle-ci sera bien engagée dès 2025. La loi Macron de 2023 serait abrogée, avec un retour de l'âge d'ouverture des droits à la retraite à 62 ans et 43 ans de cotisation. Ceux qui ont commencé à travailler avant 20 ans seraient autorisés à partir dès 60 ans, après quarante ans de cotisation.

En réalité, le RN se laisse une porte de sortie. « C'est prévu, sauf si on nous dit que c'est panique à bord », explique une source interne. L'audit sur l'état des finances françaises qu'il entend commander pourra justifier un éventuel renoncement futur. Ce n'est que dans un second temps, si les finances le permettent, que les personnes ayant commencé à travailler à partir de 20 ans et jusqu'à 25 ans, pourraient partir avec un nombre un peu réduit d'années de cotisations. « La mesure est maintenue tant qu'elle n'est pas abandonnée », lâche, ironique, notre source.

Ce texte devrait aussi acter l'exonération de charges patronales pour les entreprises qui choisissent d'augmenter leurs salaires de 10% d'une année sur l'autre. Cette exonération, jusqu'à trois fois le salaire minimum, serait bornée dans le temps, entre 3 et 5 ans.

La loi de finances 2025 serait enfin l'occasion de supprimer l'Aide médicale d'Etat (AME) pour les étrangers en situation irrégulière. De quoi économiser, selon le parti, environ 1,3 milliard d'euros. Mais avec de graves conséquences, comme le pointe le récent rapport Evin-Stefanini. Si la plasticité économique est consubstantielle à l'histoire frontiste, la matrice du parti demeure centrée sur la lutte contre l'immigration. Leurs électeurs ne leur pardonneront à ce sujet aucun « temps de l'impuissance ».

@Nina_Jacks @mvignaud

Emmanuel Macron veut rallier les électeurs qui redoutent de devoir choisir entre Jordan Bardella et Jean-Luc Mélenchon

Le Président cherche la majorité silencieuse

Invocation

La mobilisation s'annonce record pour les élections législatives avec une participation attendue de plus de 62% selon les instituts de sondages. Les services du ministère de l'Intérieur ont d'ores et déjà comptabilisé plus d'un million de procurations pour les deux tours du scrutin.

François-Xavier Bourmaud

C'EST LE GRAAL de l'homme politique en danger. La majorité silencieuse. Ces électeurs qui observent l'agitation des campagnes électorales sans rien dire mais qui mais n'en pensent pas moins. Susceptibles par leur mobilisation de faire basculer un scrutin perdu d'avance. Souvent invoqués à l'approche du vote, rarement trouvés dans les urnes.

Depuis la dissolution de l'Assemblée nationale, Emmanuel Macron s'est lancé à leur quête. Il sait qui ils sont : des électeurs qui s'apprennent à entrer dans l'isoloir comme on monte à l'échafaud, redoutant d'avoir à choisir entre Jordan Bardella et Jean-Luc Mélenchon. « Il faut aider les Français à trancher les problèmes qu'ils se posent, indique un proche du chef de l'Etat. La majorité silencieuse doit être convoquée ». Pour y parvenir, le Président a quelques indices en main et beaucoup d'espoir en tête.

La mobilisation d'abord. Pour les élections des 30 juin et 7 juillet prochains, la participation s'annonce massive. Avec plus de 62 % selon les différents instituts de sondage, le record de 2002 pourrait même être battu. A l'époque, l'accession au second tour de l'élection présidentielle de Jean-Marie Le Pen avait provoqué une surmobilisation aux élections législatives suivantes.

Signe de l'intérêt du pays pour les élections, les services du ministère de l'Intérieur ont d'ores et déjà comptabilisé plus d'un million de procurations pour les deux tours du scrutin. « Une coagulation de la majorité des lucides est en train de s'opérer », veut-on croire dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Quel que soit le vainqueur de l'élection, il bénéficiera d'une très forte légitimité. Mais à qui profitera la mobilisation ?

Propulsé par les élections européennes, le Rassemblement national apparaît en position de force. Dans son sillage, le Nouveau Front populaire bénéficie d'une forte dynamique liée à l'union surprise de la gauche. A couteaux tirés avant le scrutin européen, La France insoumise et les socialistes ont sacrifié leurs profondes divergences, notamment sur l'antisémitisme, sur l'autel de l'élection. L'alliance inattendue des « gauches irréconciliables » que la majorité observe de près. La clé du scrutin est là.

Vales hésitations. Si dans les enquêtes d'intention de vote, la gauche apparaît comme un seul bloc, il en va différemment sur le terrain. Notamment dans les 229 circonscriptions où les électeurs socio-démocrates sont appelés à voter pour des candidats LFI. Ça ne passe pas. Des candidatures dissidentes apparaissent çà et là, dans le Nord, dans le Béarn, en Essonne, dans l'Aude... reflétant le malaise des électeurs.

« Ces élections sont plus que jamais 577 histoires locales, 577 nébuleuses où tout se règlera au cas par cas, assure un proche du Président. « Au soir du premier tour, la pression contre le RN sera très forte ». Il faut donc être bien placé pour en profiter. Et tenter de faire vaciller le NFP avant le premier tour en jouant sur ses fragilités, nombreuses.

C'est Jean-Luc Mélenchon qui cache de moins en moins son emprise sur l'union de la gauche, au grand agacement de François Hollande. « S'il veut rendre service au Nouveau Front populaire, il faut que Jean-Luc Mélenchon se mette de côté et se taise », plaide l'ancien Président. Ce sont les divergences sur le chiffrage du programme qui s'étaient au grand jour. Ce sont aussi ces candidats estampillés NFP au profil provocateur, comme ce fiché S qui se présente à Avignon. Ce sont également ces vales hésitations sur le profil d'un éventuel Premier ministre issu du NFP. C'est enfin cette charte contre l'antisémitisme publiée dimanche et signée par le PS, les écologistes, les communistes et Place publique, mais pas par LFI.

Faute de fortes tensions et ces dissensions majeures, la majorité sortante a beau jeu de dénoncer un « cartel contre nature » ouvrant grand la voie au RN. Et de déployer sa stratégie pour se glisser dans les interstices entre

les deux blocs extrêmes. En appeler à la majorité silencieuse pour battre le NFP au premier tour, puis le RN au second. Ce que le Premier ministre Gabriel Attal résume d'une formule : « Voter Nupes, c'est voter pour Jean-Luc Mélenchon et se retrouver avec Jordan Bardella ».

C'est l'argument du « vote utile ». « Sous la pression de la majorité silencieuse, le choix va s'opérer au soir du premier tour, explique-t-on dans l'entourage du Président. Une fois les désistements opérés, chacun devra en tirer les conséquences ». Et se reporter sur le bloc central pour empêcher le RN d'arriver au pouvoir. CQFD. Mais il y a quelques accroc dans le plan.

A commencer par le président de la République lui-même. Sa décision de dissoudre l'Assemblée a provoqué la colère dans son camp. Plus personne ne s'en cache. Gabriel Attal fait campagne pour lui-même. Edouard Philippe accuse Emmanuel Macron d'avoir « tué la majorité ». Gérald Darmanin assure que quel que soit le résultat, il ne sera plus ministre. Bruno Le Maire s'en prend aux conseillers du Président qu'il traite de « cloportes ». Il n'y a guère que Rachida Dati pour le défendre, promettant que plus rien ne sera comme avant. Comme Nicolas Sarkozy, conspué lui aussi en son temps, avait lancé « j'ai changé » avant l'élection présidentielle de 2007, la ministre de la Culture assure qu'Emmanuel Macron a entendu le message.

Désavoué. « Un président de la République change aussi parce qu'il y a les épreuves du pouvoir. J'ai connu un président qui a changé avec les épreuves du pouvoir. Emmanuel Macron a déjà changé », a assuré Rachida Dati dimanche sur LCI. Peut-être. Mais la campagne provoquée par le Président se déroule sans le Président, prié de se tenir en retrait, désavoué par ses troupes, effacé des tracts. Emmanuel Macron n'est plus vendeur. Dans un sondage Ifop publié par le *Journal du Dimanche*, sa cote de popularité dévisse avec 26 % de Français satisfaits de son action. Son plus bas niveau depuis la réforme des retraites.

Autant d'obstacles dans sa quête de majorité silencieuse. Il la poursuit pourtant, à sa façon. Vendredi soir à l'Elysée, il s'invite sur le podium installé dans la cour pour la fête de la musique. « Il ne faut pas avoir peur pour le 30 juin prochain. Il faut aller voter. Il faut convaincre », lance-t-il dans un discours improvisé. Dans le week-end, il accorde près de deux heures d'entretien à la plateforme de podcast GDIY pour parler de la dissolution et des législatives mais aussi éducation, santé, sécurité, écologie, guerre... Et il réfléchit à d'autres façons d'intervenir en marge de la campagne. Actée, une lettre aux Français pour s'expliquer et leur dire sa confiance dans leur vote. « La campagne se déroule au jour le jour, presque même d'une heure sur l'autre », explique-t-on. Une campagne intense, façon centrifugeuse, censée clarifier le paysage politique. Avec des électeurs qui n'ont plus que cinq jours pour faire le tri.

@fxbourmaud



Emmanuel Macron essaie de jouer la carte du vote utile.

L'ex-Premier ministre tend la main aux élus du « bloc central » pour bâtir une « majorité parlementaire » autonome

Pourquoi Edouard Philippe veut faire du Macron sans Macron

Omelette

Le mouvement du maire du Havre, Horizons, disposait de 31 députés lors de la précédente législature et a investi 82 candidats aux législatives.

Christine Ollivier

EMMANUEL MACRON a dynamité le paysage politique français, et sa majorité au passage, en décidant de dissoudre l'Assemblée nationale ? « Très bien, on passe à autre chose », a riposté Edouard Philippe, jeudi sur TF1. Jamais l'ex-Premier ministre n'avait signifié aussi clairement que cette semaine sa volonté de tourner la page Macron, sans même attendre la fin du quinquennat. Son objectif : tenter de bâtir à l'issue de ces législatives non pas une nouvelle « majorité présidentielle » mais bien une « majorité parlementaire ». Comprendre : autonome par rapport au chef de l'Etat.

En décidant d'appuyer sur le bouton de la dissolution, Emmanuel Macron « a pris sa décision seul », a souligné le maire du Havre, qui ne cache guère sa désapprobation. « Je sais ce que j'en pense » et « j'aurai l'occasion de le dire », a-t-il lâché. A l'entendre, le locataire de l'Elysée s'est auto-dissout à ses yeux avec cette initiative. « Le Président de la République a tué la majorité présidentielle, a-t-il acté. Ce n'est pas moi qui suis parti. Ce n'est pas des frondeurs qui l'auraient énervé. Il a décidé de la dissoudre. »

Dès lors, Edouard Philippe fait campagne en proposant aux Français de construire une « alternative » pour sortir de l'état des « extrêmes », non pas en redonnant au chef de l'Etat une majorité, mais en lui imposant « une nouvelle majorité parlementaire qui fonctionnera sur des bases différentes ».

Coalition. Pour cela, le président d'Horizons multiplie les appels aux élus du « bloc central », de droite comme de gauche, dans l'espoir qu'ils acceptent demain de travailler ensemble. Une main tendue qui s'adresse à un espace politique allant « de la droite conser-

« Au vu des premières projections réalisées par les instituts de sondage, même une alliance allant du Parti socialiste aux Républicains ne paraît pas en mesure de réunir une majorité à l'Assemblée nationale »

vatrice à la gauche sociale-démocrate », a-t-il précisé jeudi devant le Medef. Avant la dissolution, il imaginait déjà un rassemblement « de la droite conservatrice à la gauche mitterrandienne », lors d'un déjeuner avec des parlementaires relaté en mai par *Le Point*.

Pour Edouard Philippe, il s'agit donc de « couper les deux bouts de l'omelette », comme l'imaginait déjà en 2015 un certain Alain Juppé. « Il faudra peut-être songer un jour à couper les deux bouts de l'omelette pour que les gens raisonnables gouvernent ensemble et laissent de côté les deux extrêmes, de droite comme de gauche, qui n'ont rien compris au monde », expliquait alors le mentor du maire du Havre.



Edouard Philippe veut construire une « alternative » pour sortir de l'état des « extrêmes ».

Un discours repris deux ans plus tard par Emmanuel Macron, qui affirmait lors de la campagne en 2017 vouloir « choisir le meilleur de la gauche, le meilleur de la droite, et même le meilleur du centre » pour gouverner.

Mais depuis, les bouts de l'omelette ont pris de l'ampleur, au point d'occuper la moitié de l'assiette. Et au vu des premières projections réalisées par les instituts de sondage, même une alliance allant du Parti socialiste aux Républicains ne paraît pas en mesure de réunir une majorité à l'Assemblée nationale.

Surtout, l'initiative a un parfum de « en même temps 2 » répulsif pour des partis, comme Les Républicains, qui ont refusé depuis deux ans de céder aux sirènes macronistes. C'est pourquoi une telle démarche « ne se fera pas à l'initiative du président », souligne un proche d'Edouard Philippe, qui insiste sur la différence de méthode. « Il s'agit de faire une coalition sans obliger personne, sans dire "vous êtes avec moi ou contre moi", explique-t-il. On rassemble tout le monde dans une salle pour bâtir un programme pour la France. Chacun garde son parti ou son groupe, mais on essaie de travailler ensemble pour éviter une situation catastrophique. »

Reste encore à convaincre demain les intéressés, et notamment les députés LR rescapés. Une gageure. « Edouard Philippe, c'est le macronisme, saison 2 », grince un conseiller LR. Sa référence à la « gauche mitterrandienne » en particulier a douché bien des enthousiasmes à droite. « Le chaos dans lequel on nous conduit n'est pas seulement la faute d'un homme, c'est l'aboutissement d'une démarche politique, qui a été celle de tous ces gens-là, Edouard Philippe compris : celle d'un bloc central hégémonique qui ne laisse comme alternative que les extrêmes, accuse aussi un stratège LR. On en voit le résultat sous nos yeux aujourd'hui ».

Pour autant, certains Républicains engagés dans la bataille législative ne ferment pas la porte. « Aucun LR ne sera demain le soldat de Macron, mais demain il sera hors jeu, parie l'un d'eux. Ce qui va sortir des urnes, c'est un Premier ministre ». « Bien sûr que c'est difficile, mais ce n'est pas nous qui avons créé cette situation », rappelle par ailleurs un proche d'Edouard Philippe. Et de soupirer : « De toute façon, a-t-on un autre choix ? ».

@Chr_Ollivier

Antisémitisme. Courbevoie : des « haines [qui] abîment chacun de nous »

« EDUQUONS, NE CÉDONS rien, punissons », a posté dimanche sur X Emmanuel Macron, dénonçant « l'antisémitisme, le racisme et toutes les haines [qui] abîment chacun de nous ». Au même moment, entre 1200 et 1500 personnes se rassemblaient à Courbevoie (Hauts-de-Seine), commune où trois jeunes adolescents sont poursuivis pour le viol d'une toute jeune fille de 12 ans, traitée de « sale juive », le samedi 15 juin.

La foule répondait notamment à l'appel de Frank Tapiro, publicitaire et proche de l'opposition municipale, exhortant « la République entière [à] se lever contre la haine des juifs ». De nombreuses personnes de confession

juive regrettaient que ce mot d'ordre n'ait pas davantage été suivi. Il s'agissait du troisième rassemblement depuis la révélation des faits en début de semaine dernière. La ministre de l'Education nationale, Nicole Belloubet, a pris la parole. Mercredi 19 juin, le ministre de la Justice, Eric Dupond-Moretti, s'était rendu à la manifestation du collectif Nous Vivrons.

Au sein des participants, le parallèle est souvent établi entre les sévices dénoncés par la jeune victime de Courbevoie et les méthodes du Hamas. Tout comme est dénoncée « la dérive à caractère antisémite » de LFI, l'un des thèmes majeurs de la campagne des législatives anticipées.

**IL EST
EXTRÊMEMENT
TEMPS DE
RÉFLÉCHIR.**



**C'EST LE MOMENT D'ESSAYER
L'EXPRESS GRATUITEMENT
PENDANT UN MOIS**

L'EXPRESS

LE PARI DE L'INTELLIGENCE

**La chronique
de Eric
Le Boucher**



JEAN-FRANÇOIS PAGA

« Avec l'immigration, une autre racine de la "colère", l'isolement, a provoqué un autre changement de politique : celle des crédits pour la ville réaffectés en masse en faveur des zones rurales afin de lutter contre la disparition des services publics »

Le reflux de l'extrême droite est venu d'abord du contexte. Le PPD a continué longtemps de vanter le Brexit alors que les Danois ont vite vu le désarroi dans lequel

@EricLeBoucher

par la Communauté des entreprises
étrangères de France

Investissements. Nos groupes étrangers participent à faire de la France la première destination d'investissements en Europe, nous positionnant parmi les nations fortes

La Communauté des entreprises étrangères en France organise les Etats de la France. La liste des entreprises à l'origine de cette tribune est consultable sur Partenaires 2023 - Les Etats de la France (etats-de-la-france.fr).

Abonnez-vous à l'Opinion

Le meilleur moyen d'avoir la vôtre

OFFRE INTÉGRALE

engagement : 3 mois

OFFRE
DÉCOUVERTE

69€ TTC
pour 3 mois

Le journal en version
papier et numérique

Les avantages de l'offre intégrale

- 1 | Le journal papier livré chez vous du lundi au vendredi
- 2 | L'accès au journal numérique dès 20h, la veille de sa parution
- 3 | Les articles réservés aux abonnés accessibles depuis le site ou l'application
- 4 | La sélection quotidienne des meilleurs articles de « The Wall Street Journal » en français + l'accès au site en illimité

**FLASHEZ CE QR CODE
POUR VOUS ABONNER !**

Offre valable jusqu'au 31/12/2024. Offre Intégrale au prix de 69€ pour 3 mois (engagement de 3 mois). Tarifs valables en France métropolitaine, pour une autre zone, téléphonez au 01 40 69 44 94. L'Opinion est une publication de BEY MEDIAS PRESSE & INTERNET, 8 rue Bellini - 75116 Paris, au capital de 5 000 001 euros - RCS Paris 792 109 241. Pour en savoir plus sur la protection de vos données personnelles et l'exercice de vos droits, veuillez lire les Conditions générales de ventes.

Vieillessement des équipes et développement de l'offre créent d'énormes besoins de personnel dans le secteur

Embauche dans les transports publics : tout reste à faire

Transition

L'Union des transports publics a remporté le 17 juin un appel à manifestation d'intérêt pour les compétences et métiers d'avenir, porté par le Secrétariat général pour l'investissement. L'Etat financera aux trois quarts (soit à hauteur de 8 millions d'euros) un projet de cartographie des besoins en emploi du secteur, de promotion du recrutement et de mise en place des formations. Le but : répondre efficacement aux besoins de recrutement d'un secteur en tension, et qui va l'être de plus en plus.

Emmanuelle Ducros

C'EST UN CHIFFRE choc : il va falloir embaucher 100 000 personnes au cours des dix prochaines années dans le secteur du transport public. Des conducteurs de bus, de tram, de métro, des spécialistes de la maintenance d'un matériel qui est en train de changer considérablement avec l'électrification, des spécialistes de la gestion de réseau... La liste des profils est longue. Des besoins considérables, qui n'ont pas encore été bien identifiés par les pouvoirs publics, à la différence des professionnels du secteur, déjà confrontés à d'importantes difficultés de recrutement.

La difficulté que la RATP a eue, et a encore dans une moindre mesure, pour pourvoir des postes de chauffeur de bus ces deux dernières années en témoigne. Mais c'est la même chose dans tous les réseaux de transports publics de France. Partout, il y a des postes vacants. Les entreprises déploient des trésors d'imagination : cooptation, primes incitatives... Le déficit va aller croissant.

Il y a actuellement 360 000 employés dans le secteur. « Une partie des équipes va partir à la retraite : 7 % à 8 % des personnels en France ont plus de 60 ans, explique Marie-Ange Debon, la patronne de l'UTP, l'Union des transports publics, qui dirige aussi Keolis. Il va falloir les remplacer à très courte échéance. » Avec une concurrence au niveau européen pour les personnels : la situation est, au passage, encore plus critique chez nos voisins, où l'âge de la retraite est plus tardif. Ce sont 14 % à 15 % des effectifs qu'il va vite falloir relever.

Besoins croissants. A cela, il faut ajouter le développement de l'offre de transports publics, qui va nécessiter des bras et des compétences. Si le report modal de la voiture individuel vers les transports collectifs a subi un coup d'arrêt avec la crise de la Covid, nombre de collectivités territoriales parient sur un choc de l'offre pour le remettre en marche. En région parisienne, par exemple, les offres de transport en bus s'étoffent. Le déploiement des réseaux de car express va mailler les territoires moins densément peuplés pour ramener les habitants vers les réseaux ferrés existants. Le métro s'étend, aussi, avec les ouvertures planifiées des lignes 15, 16, 17 et 18. Dans les régions, on travaille à la construction des RER métropolitains promis par Emmanuel Macron.

« Les jeunes n'identifient pas du tout le secteur du transport public comme un endroit où ils pourront travailler, regrette Marie-Ange Debon. Dans les lycées professionnels où on apprend la mécanique, par exemple, les lycéens pensent au fret routier, peut-être au train, mais le reste, les acteurs du transport public de personnes, pas du tout. D'ailleurs, il n'y a pas vraiment de formations spécifiques, pour répondre, par exemple, aux besoins précis de maintenance d'un parc électrique de bus. Il faut faire savoir que s'engager dans les métiers du transport public, cela a du sens pour la transition écologique. Et aussi que ce n'est pas choisir un avenir figé dans la conduite



Le secteur des transports publics a besoin de recruter 100 000 salariés en dix ans.

de bus, plaide la patronne de l'UTP. Le potentiel d'évolution est important, vers les métiers de la régulation, l'encadrement, le contrôle... »

L'UTP veut se lancer dans une opération de marketing des carrières du transport. L'organisation a proposé un projet « Compétences d'avenir », dans le cadre de France 2030. Doté d'un budget total de 12 millions d'euros, il sera financé par l'Etat à hauteur de 8 millions d'euros. 90 opérations différentes vont être menées pour identifier précisément les besoins, attirer les recrues vers le secteur et bâtir les outils de formation adaptés à l'évolution des métiers. Ils n'existent pas, ni en formation initiale, ni en formation continue.

Les acteurs veulent faire du bruit car, selon eux, ils sont coincés dans un angle mort de la réflexion sur la transition écologique des transports et sur les perspectives qui vont avec. Les pouvoirs publics réduisent souvent le transport public aux seuls acteurs... publics. En gros, la RATP et la SNCF, qui ont leur fonctionnement spécifique et leurs enseignements maison. La SNCF a ouvert deux campus internes pour donner à ses cheminots les formations qui collent aux besoins de l'entreprise. Un arbre qui cache la forêt des autres besoins. La culture de la concurrence doit aussi s'acquiescer sur ce point-là...

Dommage, pour Marie-Ange Debon, que les possibilités soient si mal connues. « Quand une usine ferme, par exemple, les pouvoirs publics devraient penser aux opérateurs de transport comme des voies de reclassement qui peuvent offrir des perspectives nombreuses. Mais pour cela, il faut les dispositifs adaptés, les formations bien pensées. »

@emma_ducros

Le « luxe honteux » des Chinois et le ralentissement économique mondial font redouter un médiocre millésime 2024

Quand le luxe se fait un peu plus discret

Tout ce qui brille

Après un premier trimestre en berne, les ventes mondiales de produits haut de gamme risquent d'évoluer entre zéro et + 4% seulement cette année, pronostique le dernier rapport de Bain & Company, réalisé avec Altgamma, l'organisation qui réunit les entreprises italiennes du secteur.

Muriel Motte

EST-CE UN TOURNANT structurel pour le secteur ? Dans sa dernière étude, Bain & Company parle de « luxe honteux » en Chine. Depuis le début du siècle, le pays a été un formidable moteur de croissance pour les grands groupes occidentaux, avec l'émergence d'une classe moyenne supérieure avide de consommation. Mais, en quelques années, la pandémie ainsi que la diffusion du mantra de Xi Jinping (« La prospérité commune est une exigence essentielle du socialisme ») ont modifié les comportements.

La reprise « post covid » a bien eu lieu, y compris dans le luxe. Mais l'activité en Chine n'a pas retrouvé son rythme de croissance, et elle ne le retrouvera pas de sitôt, pronostiquent nombre d'économistes. La crise immobilière coûte (très) cher, l'incertitude sape la confiance de la classe moyenne. Quant au rigorisme du Premier ministre, il décourage apparemment toute forme de « bling-bling ».

Discretion. Dans ce contexte bien particulier, le rapport de Bain évoque « une demande plus forte pour les produits discrets plutôt que pour les articles de marque » ainsi qu'une « esthétique intemporelle qui bat les articles de mode ». La forme du shopping a elle aussi évolué, les Chinois préférant aujourd'hui les ventes privées et en petit comité plutôt que s'afficher dans des « malls » tape à l'oeil. Quand ils n'optent pas pour les achats à l'étranger depuis la réouverture des frontières. Tout cela explique la phase de stagnation actuelle du marché chinois, un phénomène

Le gala annuel des anciens élèves de la célèbre école a été fortement perturbé par des militants propalestiniens

A Sciences Po, les mauvais signaux s'accumulent

Million dollar students

Les candidats à la direction de l'établissement avaient jusqu'au vendredi 21 juin pour remettre leur projet pour l'école sous la forme d'une note. Le choix du futur patron de Sciences-po n'interviendra pas avant la fin septembre.

Marie-Amélie Lombard-Latune

LA FÊTE A ÉTÉ gâchée. Tout un symbole que cette poignée de militants, criant en arabe « Vive la Palestine libre » et barrant l'accès à Sciences Po, quand quelque six cents invités viennent participer à la garden party 2024 des anciens. « Ils formaient une haie du "déshonneur" au milieu d'une flaque de peinture rouge et hurlaient leurs slogans. Une quinzaine à l'extérieur, sur la place Saint-Thomas d'Aquin, une dizaine à l'intérieur de l'école, têtes couvertes de keffieh ou, pour plusieurs femmes, de voiles noirs, se revendiquant du "Comité Palestine" », décrit Pascal Perrineau, le président des alumni et organisateur de l'événement ce vendredi 14 juin.

« Cela a été le chaos. Ils voulaient m'empêcher de prononcer mon discours, réclamaient une minute de silence pour la Palestine. Je leur ai accordé cinq minutes pour qu'ils expriment leurs revendications, mais ça n'a pas suffi. Ils étaient menaçants, des femmes parmi les invités étaient en pleurs », poursuit le politologue, expliquant à l'Opinion qu'il avait jugé inopportune une évacuation par les forces de l'ordre.

Depuis des années, LVMH subventionne cette réunion des anciens. Cette fois, bien avant l'événement, le groupe de Bernard Arnault



Une manifestation pro-palestinienne devant Sciences Po Paris.

avait décidé de ne plus associer son nom à ce gala. Une fois de plus, l'image de Sciences Po en a pris un coup. L'agit-prop incessant fait d'autres dégâts, lourds de conséquences. L'un des plus importants mécènes prend lui aussi ses distances avec l'école. L'homme d'affaires américain Frank McCourt suspend son partenariat qui, signé en 2021, prévoit le versement de 25 millions de dollars sur dix ans pour financer la recherche sous l'appellation « Tech for the common good ».

Beaucoup battue. Après avoir décroché cette manne, Sciences Po, alors sous la direction de Frédéric Mion, voyait les choses en grand. « Au moins trois postes de professeurs ont été créés grâce à ce fonds, des projets de recherche lancés. Il s'agissait d'avancer notamment sur l'intelligence artificielle où Sciences Po a pris du retard. Tout semble désormais gelé », regrette un économiste qui connaît bien la rue Saint-Guillaume.

« L'instabilité de la gouvernance » a pesé dans la décision de Frank McCourt, par ailleurs propriétaire de l'Olympique de Marseille, selon le média en ligne Politico à l'origine de l'information. A Frédéric Mion, rattrapé par l'affaire Olivier Duhamel, ont succédé Mathias Vicherat qui, mis en cause dans un dossier de violences conjugales, a démissionné en mars 2024, remplacé par un administrateur provisoire, le haut fonctionnaire Jean Bassères, qui, à peine en fonction, a dû maîtriser l'incendie pro-Gaza attisé par La France insoumise.

Aujourd'hui, la direction de Sciences Po minimise l'impact du gel de la subvention à 2,5 millions de dollars par an. « La Fondation McCourt a exprimé des interrogations, c'est tout. Les fonds engagés pour 2024 ne sont pas retirés », assure-t-on rue Saint-Guillaume. Après l'épisode de « l'amphi Gaza » interdit à une étudiante juive, la présidente de la Région Ile-de-France avait suspendu sa dotation, dénonçant « une minorité de radicalisés appelant à la haine antisémite ». « Valérie Pécresse a récemment rencontré Jean Bassères qui lui a détaillé les mesures prises contre l'antisémitisme, notamment dans le plan pour la rentrée », précise encore la direction, se disant confiante.

Il n'empêche : l'interruption du soutien McCourt marque les esprits. « C'est un très mauvais signal », répète-t-on au sein de l'école. « Cette suspension annonce un retrait définitif. McCourt en a par-dessus la tête de Sciences Po », souligne l'économiste cité plus haut. La présidente de la Fondation nationale des sciences politiques, Laurence Bertrand Dorléac, s'est pourtant beaucoup battue pour le convaincre de continuer son mécénat.

Les finances de l'école risquent de tomber dans le rouge. D'un montant de 220 millions d'euros, le budget se répartit grosso modo en trois tiers : les subventions publiques, les frais de scolarité, les fonds privés. La quadrature du cercle risque d'être désormais atteinte. Les droits d'inscription sont déjà poussés à leur maximum. Les augmentations des frais de scolarité ont été passées ces dernières années - très lourdes dans le budget. Les dons extérieurs risquent de suivre la pente McCourt. « Parmi le CAC 40, j'entends de plus en plus de critiques de fond. Sciences Po est en passe de devenir un repoussoir », note un professeur de renom. Pour l'heure, sur le bâtiment moderne qui trône au milieu du campus Saint-Thomas, il est toujours inscrit « McCourt Institute ».

@malombard

Selon un rapport du ministère fédéral de l'Intérieur, l'Allemagne ne violerait pas ses engagements internationaux en traitant les demandes dans un pays tiers

Délocalisation des procédures d'asile: Scholz fera des propositions concrètes d'ici décembre

Immigration

Mis sous pression par les capitales régionales et l'opposition conservatrice, **Olaf Scholz va étudier la possibilité de transférer les demandeurs d'asile à l'étranger pendant l'étude de leur demande.** Le chancelier allemand écarte toutefois une duplication des modèles retenus par la Grande-Bretagne et l'Italie.

Luc André (à Berlin)

APRÈS AVOIR TENTÉ d'écarter le sujet de l'ordre du jour de leur réunion, Olaf Scholz a dû se plier jeudi soir à la volonté des Länder : Berlin va se pencher plus avant sur les possibilités de délocaliser les procédures d'asile dans un pays tiers ou de transit. Le chancelier allemand s'est engagé auprès des capitales régionales à présenter des propositions « concrètes » lors de leur prochain rendez-vous en décembre. Le sujet est dans l'air depuis quelque temps déjà. Les tentatives des conservateurs britanniques d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda, la volonté du gouvernement d'extrême droite italien de faire de même, en Albanie, ont infusé outre-Rhin.

Les difficultés rencontrées par toute une série de communes pour accueillir dignement les candidats au statut de réfugié, avec l'arrivée de plus d'un million d'Ukrainiens depuis 2022, ont poussé, en particulier à droite, à favoriser un dispositif plus dissuasif. Le ministère fédéral de l'Intérieur (BMI) a fait évaluer les risques juridiques et pratiques d'une telle solution depuis novembre dernier. Son rapport, remis la semaine dernière, a conclu que l'Allemagne ne contreviendrait pas à ses obligations internationales en délocalisant.

Les conservateurs de la CDU/CSU se félicitent du franchissement « d'une étape majeure ». Les vainqueurs des européennes voient un moyen de couper l'herbe sous le pied de l'extrême droite. En pointe le 9 juin, l'AFD est en position de force pour les trois scrutins régionaux organisés

en septembre dans l'est du pays. Le SPD du chancelier ménage la chèvre et le chou : il exprime ses doutes sur une délocalisation des procédures, mais ses barons et baronnes dans les Länder n'ont pas fait barrage. Réduits à 13,9% des voix aux européennes et mal partis pour les élections en ex-RDA, les sociaux-démocrates cherchent un moyen de convaincre la population de leur engagement sur la question migratoire, qui reste une priorité des Allemands.

Droit européen. Olaf Scholz tient toutefois à modérer les attentes. Le modèle italien « n'est pas transposable chez nous, insiste le dirigeant social-démocrate. Il part du principe que les côtes italiennes ne soient pas atteintes. Les personnes qui arrivent chez nous ne le font pas par la mer, mais sont sur notre territoire quand elles déposent une demande. » Même réserves envers le concept britannique en raison des « règles claires » du droit européen. Le chef du gouverne-



Une famille afghane dans le centre de réfugiés d'Eichsfeld, en Thuringe.

ment met en avant une des questions majeures du débat : le calibrage du dispositif. « Du côté de l'Albanie et de l'Italie, on parle de 3 000 personnes, pour la Grande-Bretagne de 6 000 personnes. Cela n'a naturellement que peu à voir avec les ordres de grandeur que l'Allemagne doit surmonter », plaide le chancelier.

Berlin a enregistré environ 329 000 demandes d'asile en 2023 et 103 000 demandes sur les cinq premiers mois de l'année 2024. Plusieurs experts auditionnés par le BMI ont mis en avant le coût faramineux de construction et de gestion d'un centre d'asile à l'étranger, avec l'envoi de fonctionnaires. S'il ouvre une porte, le rapport du BMI pointe de multiples hypothèses juridiques et politiques, reprises par l'ONG Pro-Asyl qui voit Scholz « faire fausse route ». Le pays d'accueil, s'il devait s'en trouver un, devrait garantir sur la durée toute une série de dispositions internationales, sur les standards d'accueil ou de recours juridique par exemple.

Les experts s'interrogent sur les moyens d'empêcher de nouvelles tentatives pour rejoindre le territoire allemand tout en renonçant à un hébergement en centres de rétention. Quid aussi des expulsions des déboutés depuis un territoire souverain ?

Si Berlin devait se tourner vers un tel modèle, il pourrait avoir des impacts sur la stabilité régionale ou, en guise de contrepartie, sur la politique étrangère allemande. D'aucuns rappellent la dépendance dans laquelle l'UE s'est mise envers la Turquie via l'accord migratoire de 2016.

Son inspirateur justement, le politologue autrichien Gerald Knaus, n'en est pas moins un partisan fervent d'une délocalisation. « On pourrait sauver des milliers de vie », argumente le chercheur dans ses observations transmises au BMI. Avec des contreparties adéquates (financières, visas...), la recherche de pays volontaires offrant des garanties suffisantes ne serait pas un problème selon lui. Il met en avant les exemples d'accord passés entre la Libye et le Rwanda, l'Australie et la Malaisie sous l'égide du Haut-commissariat aux réfugiés.

Lettre d'Asie Pékin, grand gagnant des élections européennes... et législatives ?

La chronique de David Baverez



La progression spectaculaire des partis d'extrême droite aux européennes se limite en réalité à deux seuls pays : la France et l'Allemagne. Ce sont aussi les deux nations les plus exposées économiquement à la Chine et donc à la cassure qu'a provoquée le XX^e Congrès du Parti communiste. En effet, depuis 2022, la France a vu son déficit commercial avec Pékin se creuser de manière abyssale, à près de 50 milliards de dollars annuels, tandis que Berlin a nettement ralenti ses exportations vers l'empire du Milieu, compte tenu du ralentissement chinois.

Dans les deux cas, la pression sur l'emploi industriel et commercial a favorisé les votes vers l'extrême droite, permettant à la Chine de progresser significativement dans son objectif de dé-démocratisation de la planète.

L'effondrement du moteur franco-allemand affaiblit considérablement le futur pouvoir de négociation de Bruxelles vis-à-vis de Pékin. Pour avoir constamment repoussé la définition de sa « rivalité systémique » avec Pékin, l'Europe se retrouve incapable d'agir efficacement vis-à-vis de la Chine, comme vient encore de le démontrer le cas des véhicules électriques. Les tarifs supplémentaires annoncés à l'importation devraient rapporter seulement 2 milliards d'euros annuels, quand les subventions étatiques chinoises accordées à cette industrie au cours des dix dernières années atteignent les 125 milliards d'euros.

Economie de guerre. Pékin est en effet rentré en « économie de guerre » dès l'accession du Président Xi au pouvoir en 2012, et a choisi l'investissement productif au détriment de la consommation intérieure. Il est alors étonnant de lire dans le programme du Rassemblement national qu'il s'apprête non seulement à prolonger, mais même amplifier les erreurs passées du président Macron, resté en « économie de paix ».

En effet, maintenir artificiellement la demande intérieure, par des baisses de TVA sur l'énergie ou des exonérations de charges sociales sur l'augmentation des bas salaires, ne servira qu'à accélérer encore plus nos importations depuis la Chine. La seule véritable défense du pouvoir d'achat d'une population passe par ses gains de productivité, qui eux-mêmes résultent d'un effort sur l'éducation et la formation. Cet argument est difficilement recevable au sein d'un parti recueillant, selon une étude Elabe, 50% des votes chez les électeurs ayant un niveau inférieur au bac, mais seulement 17% des voix des diplômés de 2^e et 3^e cycles universitaires.

Ce conflit d'intérêts du RN avec le nécessaire sursaut intellectuel du pays rappelle celui de Pékin avec le développement digital de son économie. Puisque l'augmentation de la richesse par habitant induit le risque de voir se développer chez les consommateurs un libre arbitre et de mener, dans la sphère politique, à la démocratie, le développement des géants chinois de la tech menace le contrôle par le Parti de la société civile. Au moins Pékin a-t-il la bonne idée de promouvoir la formation professionnelle comme un élément clé de l'avantage compétitif à construire dans les industries du XX^e siècle, dont elle cherche à conquérir le leadership aux dépens de l'Europe. En ce sens, parce qu'elle confinerait encore plus longtemps la France dans une « économie de paix » anachronique, une victoire du RN ferait le jeu de la Chine.

David Baverez est investisseur, installé à Hong Kong depuis 2011. Son nouvel essai, *Bienvenue en économie de guerre !* est paru en mai 2024 chez Novice.

L'ex-Première dame organise une collecte de fonds en juillet pour le candidat républicain à la présidentielle américaine Melania Trump revient pour aider Donald

Power Couple

Donald Trump a dépassé Joe Biden dans la course aux financements, récoltant plus de 116 millions de dollars à la fin du mois de mai, contre plus de 91 millions de dollars pour le démocrate. La majorité de ces dons ont eu lieu au moment de sa condamnation dans l'affaire Stormi Daniels, à New York.

Lola Ovarlez

DEPUIS PLUSIEURS MOIS, les Américains se demandaient où Melania Trump était passée. Pas un signe d'elle aux rallyes, pas un passage aux tribunaux de New York, et à peine une photo d'elle sur les réseaux sociaux.

Mais l'ex-Première dame revient sur la scène. Elle animera une soirée de récolte de fonds le 8 juillet en l'honneur de son mari, moins de deux semaines avant son investiture officielle lors de la convention républicaine dans le Wisconsin. L'événement, qui aura lieu à la Trump Tower, à New York, est organisé par le Log Cabin Republicans, un groupe représentant les conservateurs membres de la communauté LGBT. Melania Trump y accueillera ainsi plusieurs proches et investisseurs, parmi lesquels Richard Grenell, ancien ambassadeur en Allemagne et le potentiel secrétaire d'Etat de Donald en cas de victoire.

Il ne s'agit que de la seconde fois que Melania

Trump s'implique publiquement dans la campagne de son mari, à quatre mois de l'élection présidentielle de novembre. Depuis le départ des Trump de la Maison Blanche, elle a évité les feux des projecteurs, privilégiant l'intimité de son quotidien à Mar-a-Lago en Floride. Jill Biden, elle, n'a cessé d'être présente en campagne pour son mari, y compris en 2020 lorsqu'il n'était que candidat. Cette année, elle est à la tête de plusieurs opérations pour encourager les femmes, les enseignants et les personnes âgées à voter pour Joe Biden.

Condamnations. Mais l'absence, jusqu'ici, de Melania Trump a suscité d'autant plus d'intérêt du fait des nombreux scandales d'infidélité de Donald Trump. A la Maison Blanche, Melania Trump y était déjà pleinement confrontée, évitant néanmoins de les commenter, sauf pour affirmer en 2018 : « J'ai des choses bien plus importantes à penser et à faire. » Elle s'était ainsi retrouvée dans une situation similaire à celle d'Hillary Clinton, après les révélations de l'affaire Monica Lewinsky. En 1998, la démocrate avait choisi de pardonner publiquement Bill, déclarant que « dans la théologie chrétienne, il y a des péchés de faiblesse et des péchés de malice, et il s'agissait d'un péché de faiblesse ».

Mais la situation du couple Trump est bien différente. Les affaires E. Jean Carroll et Stormi Daniels se sont conclues par des condamnations

dans les tribunaux - dont la dernière au pénal, à New York, fin mai. Et contrairement à Bill Clinton en 2000, Donald Trump est à nouveau candidat pour sa réélection cette année.

Si les Américains sont informés des agissements du milliardaire depuis sa première course en 2016, cette dernière condamnation n'est pas sans risque. En effet, les sondages montrent que les électeurs indépendants et pivots ont été refroidis par cette affaire, 21% déclarant ne pas être certains de voter pour Donald Trump (Ipsos pour Politico). Mais surtout, les femmes sont les plus sensibles aux déboires judiciaires et moraux de l'ex-président. Plus d'une Américaine sur deux estime soutenir un des deux candidats en fonction de leur personnalité et de leurs valeurs, selon une étude de KFF. Or 53% prévoient déjà de voter pour Joe Biden, d'après le dernier sondage de l'institut Marist.

Pour sauver les meubles après la fin du procès à New York, les soutiens de Donald Trump ont tenté de vanter sa dévotion envers sa femme. « C'était un playboy milliardaire. Mais il a pris un chemin différent, semble-t-il, lorsqu'il a épousé Melania. Il semble très attaché à elle », l'a défendu la militante trumpiste Sandy Rios. Le message est bien plus percutant lorsque la principale concernée ose sortir de l'ombre pour faire comprendre aux électeurs : « Je l'ai pardonnée, donc vous le pouvez aussi. »

@lolaovarlez

Transport international

Les nouveaux risques d'un monde en crise

L'avenir ne s'éclaircit pas pour la « supply chain » mondiale, que ce soit à terre, dans les airs ou sur les mers. L'environnement géopolitique est aussi instable que l'an dernier, voire plus, depuis les attaques du Hamas en Israël le 7 octobre dernier. Au retour des faits de guerre, s'ajoutent le défi climatique et le vol de marchandise. Tour d'horizon.

Après la mer Noire l'an dernier, la mer Rouge. Depuis novembre 2023, le commerce maritime mondial concentre toute son attention sur cette étendue légèrement plus petite que la France métropolitaine, depuis que les rebelles houthis ciblent avec des missiles ou des drones armés les navires passant au large des côtes yéménites.

Représailles à la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza, à la suite des attaques du Hamas le 7 octobre 2023, ces frappes parfois lancées au hasard, au point de toucher des bateaux chinois ou russes, sont l'expression de leur « volonté d'augmenter le coût de transport du fret maritime et d'atteindre notre modèle économique » occidental, analyse Mathieu Daubin, directeur de la souscription marine pour Europe Asie Pacifique chez AXA XL. Aussi président du Comité maritime aviation et transport (Comat) de la Fédération française de l'assurance (FFA), il note la « reprise de la piraterie au large de la Somalie et dans le Golfe de Guinée »

« Tous les détroits de la planète sont des goulots d'étranglement concentrant le trafic maritime avec des répercussions sur la chaîne logistique »

depuis quelques mois. Selon lui, il s'agit là plus d'actes purement lucratifs, de plus en plus loin des côtes : mi-mai, un pétrolier a ainsi été attaqué au sud-ouest du Cap-Vert, à plus de 1300 km du continent africain.

L'insécurité en mer Rouge provoque une désaffection du canal de Suez au profit du trajet



L'instabilité géopolitique de ces dernières années mais aussi les perturbations d'origine climatique bouleversent le trafic maritime mondial.

de contournement du Cap de Bonne-Espérance, au sud de l'Afrique, par les navires de commerce. Plus d'insécurité et un trajet allongé qui prend du temps conduisent à l'augmentation des tarifs assurantiels. Quelques armateurs reprennent, au cas par cas, le canal de Suez dont le trafic a chuté fortement : jusqu'à 85% en avril par rapport à l'année précédente.

« Le trafic n'est pas impacté de la même manière par les risques de guerre suivant la nature et la destination des marchandises, détaille Pierre Deleplanque, le directeur du département Maritime & Transport du courtier en assurances Diot-Siaci, en mer Noire. Ce sont les expéditions de céréales et d'engrais en « bulk » depuis l'Ukraine ou la Russie qui sont ciblées. Dans le Golfe persique, les perturbations concernent plutôt les produits pétroliers et en mer Rouge, les biens de consommation ». Pierre Deleplanque conclut que « tous

les détroits de la planète sont des goulots d'étranglement concentrant le trafic maritime ayant des répercussions sur la chaîne logistique », rappelant que le canal de Panama est affecté, lui, par une sécheresse qui limite sa capacité.

Faillies de cybersécurité. Car à l'instabilité géopolitique s'ajoutent les perturbations d'origine climatique. Si la baisse du niveau du Rhin en 2022 reste de l'ordre du souvenir, le point délicat se trouve être en effet le canal de Panama : les lacs d'eau douce qui alimentent ses écluses sont à sec, limitant le tonnage des navires de fret. Le transit, qui représente normalement 5% des flux mondiaux, a chuté de moitié.

Les événements climatiques extrêmes impactent aussi les infrastructures portuaires comme les glissements de terrains ou les inondations, explique Mathieu Daubin : « Au Brésil,

un certain nombre de magasins du port, qui stockent notamment la canne à sucre, a été endommagé. Cela augmente la sinistralité. Il y a aussi plus fréquemment des coulées de boue et de violentes tempêtes. Quand il y a ce type d'événement, la chaîne logistique peut être entravée ». L'assureur poursuit : « Pour la première fois, des infrastructures maritimes ont été touchées par des faits de guerre, comme le port d'Odessa », frappé notamment en juillet 2023 par des missiles russes.

Les bateaux ne sont pas épargnés. En mer Noire, les mines navales pullulent et si des corridors sécurisés ont été instaurés, des bâtiments de commerce ont coulé. Et pourtant, à travers le monde en 2023, seuls 26 navires ont été perdus contre 41 l'année précédente, indique le rapport de la sécurité maritime d'Allianz 2024, un chiffre historiquement bas.

L'étude enregistre par ailleurs une augmentation des vols de marchandises, notamment dans les transports et la logistique, que ce soit sur les cargaisons de grande valeur ou sur des denrées « qui n'étaient pas jusque-là attractives telles les denrées alimentaires et les biens d'équipement ménager ». Parallèlement, « les délinquants s'aident de méthodes efficaces pour mettre la main » sur les produits, en exploitant les failles de cybersécurité, pour détourner les cargaisons. Le brouillage GPS et les interférences de téléphonie mobile augmentent, notamment « dans ses zones sensibles comme le détroit d'Ormuz, la Méditerranée et la mer Noire ».

Le cyber est un champ particulièrement affecté aussi des usurpateurs, comme dans le transport routier de fret. Ces vols par ruse sont en constante augmentation, il y en a eu plus de 1800 pour la seule année 2021. Selon le Tapa Emea Intelligence System (TIS), 41 vols de cargaison dans les chaînes d'approvisionnement d'une valeur de 100 000 euros ou plus, représentent une perte combinée de plus de 52 millions d'euros, sur les seuls dix premiers mois de 2023.

Quant au secteur aérien, le problème des 400 avions loués à la Russie et « pris en otages » par Moscou, n'est toujours pas résolu. Cette mesure de rétorsion du Kremlin, après les sanctions occidentales à la suite de l'invasion de l'Ukraine, représente un préjudice financier immense. En cas de perte totale des engins, le sinistre monterait à plus de 10 milliards de dollars et serait considérable pour le secteur, supérieur à celui des attentats du 11 septembre 2001, selon une experte du domaine aérien.

Aude Leroy

Des conteneurs entre l'eau et le feu

CHACQUE ANNÉE, selon le World Shipping Council, quelque 1629 conteneurs tombent à la mer. Un chiffre en augmentation depuis 2008, mais la perte, en une seule nuit de novembre 2020, de près de 1900 boîtes par le porte-conteneurs One Opus, au large d'Hawaï, avait boosté la moyenne. Un léger mieux a été observé en 2021, avec « seulement » 661 « boîtes » perdues sur les 241 millions transportées...

Première explication : le gigantisme des nouveaux porte-conteneurs. Véritables monstres des mers sortis des chantiers navals de Chine, du Japon et de la Corée du Sud, certains ont la capacité d'embarquer plus de 24 000 conteneurs. C'est cent fois plus que les charges des navires des années 1960. Et le montant des cargaisons s'envole aussi. « Un navire peut transporter l'équivalent de 400 à 500 millions de dollars, s'il a par exemple à son bord des voitures de luxe », explique Frédéric Deneffe, directeur du groupe d'assurance Garrex et président de l'International Union of Marine Insurance (IUMI).

Formation. Concrètement, les armateurs ont mis en place des plans de chargement stricts : un mauvais arrimage de conteneurs à bord ou un agencement défaillant, des vents forts ou une mer à forte houle et ce sont des conteneurs qui tombent à la mer. « En termes de structure et de conception des navires, tout n'a pas évolué au même rythme, explique Pascal Dubois, le directeur général du Comité d'études et de services des assureurs maritimes et transports (Cesam), il en va de la sécurité et de la fiabilité des bateaux. Quand vous transportez 24 000 conteneurs, ce n'est pas la même chose

qu'avec 8 000 boîtes, et lorsqu'il y a un roulis longitudinal ou du tangage, il y a des conteneurs rangés en hauteur qui se décrochent ».

De fait, le Comité de la sécurité maritime de l'Organisation maritime internationale (OMI), réuni du 15 au 24 mai dernier à Londres, a durci la réglementation en adoptant la déclaration obligatoire et détaillée de tout conteneur perdu et dérivant en mer, avec effet au 1^{er} janvier 2026. Car bon nombre de ces boîtes ne coulent pas à pic et flottent entre deux eaux : difficiles à repérer, ils présentent un danger de collision et de pollution. C'est rare mais cela existe.

Deuxième risque majeur : l'incendie. « Il est fréquent que des batteries au lithium-ion prennent feu », explique Frédéric Deneffe. Et là, peu d'espoir... « Il n'y a pas de place pour se mouvoir entre les conteneurs, les difficultés sont multiples pour limiter, restreindre ou éteindre un incendie, surtout sur les gigantesques navires », explique l'expert.

En 2023, 205 incendies ont été déclarés, selon le rapport annuel sur la sécurité maritime d'Allianz Commercial. « Il s'agit du chiffre le plus élevé de la décennie après celui de 2022 », rendant nécessaire la formation des équipages. Personne n'a oublié l'incendie du cargo Felicity Ace en février 2022 : il a sombré au large des Açores le 1^{er} mars. Avec plus de 1100 Porsche à son bord.

A.L.



Quelque 1629 conteneurs tombent chaque année à la mer. Un chiffre en augmentation depuis 2008.

La route et les 40 voleurs

C'EST UN FLÉAU qui ne cesse de se propager. Plus de 1800 vols par ruse ont été recensés en France en 2022. Pourtant, les sociétés de transport renforcent la sécurité de leurs camions : bâches dotées de maillage d'acier pour contrer les coups de couteau, véhicules anonymisés, portes équipées

de serrures, etc. Il n'empêche, les vols perdurent. Selon Jean-Christophe Martin, expert des transports maritimes, routiers et ferroviaires, ces méfaits « ont été accentués par le développement des bourses de fret ». Imaginées en 1986, les plateformes numériques facilitent les échanges entre des transporteurs qui cherchent à remplir leur camion et des affréteurs qui ont des marchandises à envoyer, et cherchent à réduire leurs coûts. Mais, faciles à utiliser, les bourses de fret sont aussi de vraies boîtes de Pandore, qui ne vérifient pas les identités de leurs clients.

Bandes organisées. La principale escroquerie s'appuie sur l'usurpation d'identité : un transporteur s'inscrit avec de faux documents, utilisant parfois l'identité commerciale d'une vraie société. Une fois le contrat validé, il charge la cargaison et... s'évapore dans la nature. Généralement, il faut plusieurs jours avant que le destinataire ne réclame sa marchandise. « Il arrive même, détaille l'expert, que des camions entiers disparaissent. J'ai le cas d'un industriel de la métallurgie dont plusieurs véhicules ont été

détournés en l'espace d'une semaine, pour un préjudice de l'ordre de 3 millions d'euros ».

On est loin du vol à l'étalage : ces opérations sont le fait de bandes criminalisées, bien organisées. Les experts localisent souvent l'origine des malfrats dans les pays de l'Est comme la Pologne, la Roumanie, la Bulgarie ou la Lituanie. En France, certains malfaiteurs vont jusqu'à récupérer sur le net les données professionnelles de sociétés en faillite pour se présenter comme les repreneurs, charger de la marchandise avant de la détourner.

Autre mode opératoire, qui concerne la majorité des vols : la mise à profit des temps de repos obligatoires des chauffeurs. Les marchandises sont particulièrement vulnérables sur les axes d'autoroute ou de route départementale. « 90% des vols s'opèrent la nuit. Et même si le chauffeur est dans sa cabine, il n'entend pas ce qui se passe treize mètres plus loin », indique Jean-Christophe Martin.

La solution ? Des places de stationnement sécurisées : des espaces clos, surveillés par des caméras et des gardiens. Mais, en octobre 2023, la Transportation Asset Protection Association (Tapa) n'en recensait que 9427 : beaucoup trop peu. La Commission européenne a lancé, en septembre 2023, un troisième fonds dédié de 250 millions d'euros pour développer ce type de parkings. Toujours insuffisant pour l'International Road Transport Union (IRU) qui, avec deux autres institutions du transport routier international, a écrit à la Commission pour lui demander de poursuivre les efforts sur la période 2025-2027.

A.L.

Fret international: les sinueux corridors de la décarbonation

Atteindre le net zéro carbone en 2050 pour honorer l'Accord de Paris et réussir à contenir la hausse des températures à un niveau acceptable : l'impératif est désormais largement partagé et les objectifs fixés. Ce qui ne rend pas le défi moins gigantesque pour le fret international

POUR LE FRET INTERNATIONAL, l'enjeu est majeur : les transports représentaient en 2019 (selon le cabinet expert en sujets climatiques Carbone 4) un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre dont la moitié, pratiquement, pour le transport de marchandises. Le chemin semble encore long avant le « net zéro carbone ».

« Le secteur du transport n'avance pas assez vite et aura du mal à être au rendez-vous », pointe Clément Mallet, un des auteurs d'une étude très récente de Carbone 4.

Pour autant, les initiatives se multiplient, portées par de nouvelles technologies plus sobres, les carburants dits alternatifs et des organisations optimisées.

Selon l'OCDE, en 2019, l'aérien ne représentait que 0,2% des tonnes kilomètres de marchandises transportées dans le monde, mais 5% des émissions de CO₂ du transport international de marchandises (source AIE). Dans son plan net zero carbon 2050, l'association professionnelle du secteur, l'Iata, trace ses principaux leviers de décarbonation : les SAF (Sustainable Aviation Fuels, ou carburants d'aviation durables), pour 66% des gains espérés, l'électrique et l'hydrogène pour 13%. En attendant, les moteurs sont optimisés et deviennent plus sobres au gré du renouvellement des flottes.

A l'autre bout de l'échelle des tonnes kilomètres, le transport maritime. Qui lui pèse 80% du volume et 24% des émissions de CO₂ du transport mondial de marchandises. L'Organisation Maritime Internationale (OMI) a, l'année dernière, relevé significativement les objectifs : une réduction de 40% des émissions de CO₂ d'ici 2030 et de 100% autour de 2050. « Cette feuille de route est bien plus ambitieuse que la précédente. On a souvent dit que le maritime était difficile à décarboner, mais le fait d'avoir un régulateur international est un vrai boost », analyse Morgane Graffion, ESG Lead au Global Maritime

Forum, en charge notamment des Principes de Poseïdon, qui fédèrent 34 acteurs internationaux du financement des actifs maritimes.

« Nous constatons une évolution certaine. En 2021, leurs portefeuilles étaient en décalage de 9,7% avec la trajectoire fixée par l'OMI, puis seulement de 2% en 2022. En 2023, les scores sont plus mauvais, 27,2% de non-alignement, mais on s'y attendait puisque les objectifs de l'OMI ont été revus à la hausse. »

En pratique, les acteurs du maritime explorent plusieurs leviers pour accélérer leur décarbonation. A l'image de CMA CGM. « Le premier levier, c'est l'innovation : comment construire des bateaux plus performants d'un point de vue énergétique. Nous cherchons aussi à optimiser nos routes maritimes en temps réel. Enfin, le levier le plus important est celui du type d'énergie qu'on utilise, développe Christine Cabau-Woehrel, vice-présidente exécutive en charge des actifs industriels et des opérations. Désormais, chaque nouvelle commande prévoit une motorisation dual fuel, qui permet d'utiliser les nouvelles énergies décarbonées à la place du seul fuel lourd. A l'horizon 2027, 120 de nos 620 navires pourront être propulsés par des carburants alternatifs. » Ce qui ne signifie pas (encore) qu'ils le feront tous au quotidien. « Le problème majeur est la rareté et la cherté des carburants alternatifs bas carbone ».

Nouvelles technologies. L'AUTF (l'association professionnelle des chargeurs) se dit prête à accompagner cette trajectoire, à condition que la transparence sur les prix soit au rendez-vous. Elle explore par ailleurs la piste du transport vélique, en association avec France logistique.

« Nous nous sommes engagés pour les dix prochaines années auprès de la petite compagnie Zéphyr et Borée pour des traversées régulières à la voile entre la France et les Etats-Unis », précise Jean-Michel Garcia, délégué aux transports internationaux de l'AUTF.

Reste que le plus gros morceau, c'est encore la route : 22% du transport pour 66% des émissions de GES secteur. La filière s'active pour mettre les compteurs à zéro : programmes CEE, écoconduite, optimisation des chargements, renouvellement accéléré des flottes, carburants alternatifs etc. Mais, pour franchir un cap, il



L'avion transporteur de fret Airbus A300-600ST. L'aérien représente 0,2% des tonnes kilomètres de marchandises transportées dans le monde pour 5% des émissions de CO₂ du secteur.

faudra se tourner vers de nouvelles technologies. « Des objectifs très ambitieux ont été fixés aux constructeurs. Mais en 2023, 1% seulement des immatriculations françaises de camions concernait de l'électrique », rappelle Patrice Geoffron, professeur d'économie à Paris Dauphine et membre de l'Alliance pour la Décarbonation de la Route.

Les freins ? « Le prix des véhicules, l'indisponibilité de structures de charge adaptées, et la trop faible autonomie pour le transport longue distance », répond Hélène Quevremont, directrice des affaires environnementales de l'Organisation des Transports Routiers européens. Sans oublier « le manque de visibilité sur l'accès à l'énergie, la fiscalité et la fiabilité de l'accompagnement financier », selon Erwan Celerier, délégué aux affaires techniques, à l'environnement et à l'innovation à la Fédération nationale des transports routiers (FNTR). Un point que relève également Marie Degremont, chercheuse associée à Sciences Politiques, spé-

cialiste des politiques publiques liées à la transition écologique : « Les entreprises ont besoin d'avoir une vision claire sur la rentabilité à venir. Les caps déclinés dans le Green Deal européen sont nécessaires, mais il faut désormais les rendre concrets par des politiques crédibles et un cadre réglementaire ouvert sur le long terme. Aujourd'hui, ce n'est pas le cas. »

Techniquement, pourtant, les solutions sont presque prêtes. « D'ici la fin de l'année prochaine, la plupart des constructeurs auront des modèles avec plus de 500 kilomètres d'autonomie, ce qui permettra aux chauffeurs de réaliser leurs cycles de 4 h 30 de conduite puis de recharger pendant les pauses. Si les infrastructures de recharge sont au rendez-vous (voir ci-dessous). Le défi dans lequel on est entré est une mise à l'échelle européenne, associée à une progression de l'énergie verte », observe Pierre-Louis Ragon, chercheur à l'International Council on Clean Transportation. Mais attention, prévient-il, « d'après nos études, d'autres leviers sont nécessaires ».

Mégacamions. Alors, what else ? Les fameux mégacamions ? Ils font débat : intéressants du point de vue de la massification du transport mais préjudiciables, selon certains observateurs, au report modal vers le fret fluvial ou ferroviaire, champions de la décarbonation, mais loin derrière dans les usages hexagonaux. « Le ferroviaire ne représente que 10% des marchandises transitant par la France, contre 18% en moyenne en Europe. Et il y a eu un vrai déclin : les chargeurs sont freinés par les aléas de mode de transport », observe Marie Degremont.

« En 2050, les objectifs sont de doubler la part modale du ferroviaire. L'enjeu est important : une tonne kilomètre par le train, c'est 9 fois moins d'émissions de GES », rappelle Jérôme Leborgne, secrétaire général de Rail Logistics Europe. « Nous devons investir massivement dans nos réseaux. Le déploiement de l'European rail Traffic management system permettra de lever de nouveaux freins techniques ». Des avancées sont aussi à noter avec le lancement, l'année dernière, de « Rail Route connect », une alliance entre la SNCF et plusieurs transporteurs pour développer le transport combiné notamment vers l'Italie, l'Espagne ou le Luxembourg.

Enfin pour parvenir à décarboner le fret international, deux autres voies sont incontournables : la modération de la consommation et la réduction des distances parcourues.

Stéphanie Gallo Triouleyre

Un « Grain de Sail » dans le transport maritime

IL N'ÉTAIT PAS DU VOYAGE, il a seulement pu assister au départ, mais Olivier Barreau raconte comme s'il y était cette première transatlantique de *Grain de Sail II*, cette expédition partie de Saint-Malo le 15 mars dernier pour rejoindre New York et affichant quasi complet de sa capacité de 350 tonnes de marchandises (300 palettes). Une traversée 100% à la force du vent, - hormis les manœuvres dans les ports -, permettant une décarbonation de plus de 90% du transport des marchandises embarquées. A la barre de ce voilier cargo, le capitaine Yann Jourdan, un professionnel expérimenté, accompagné de huit autres marins. Dans les cales : du vin, du chocolat, des spiritueux, des parfums, des produits pharmaceutiques etc.

« Le départ a été émouvant », reconnaît Olivier Barreau, le codirigeant de la PME bretonne de 70 salariés (12 millions d'euros de chiffre d'affaires) qu'il avait créée en 2012 avec son frère jumeau, Jacques Barreau. « Nous avons vraiment passé une étape importante en doublant la taille du bateau (52 mètres désormais) et en multipliant par dix la capacité par rapport au *Grain de Sail I*, avec lequel nous avons déjà fait une douzaine de traversées depuis 2020. » L'entrepreneur sourit en revenant, deux mois plus tard, sur ce galop d'essai : « Cette première traversée a duré 20 jours, avec une météo épouvantable. C'est-à-dire très peu de vent... Nous avons d'abord accosté dans un port secondaire du New Jersey, puis on a rejoint le Pier 17 au pied des tours d'affaires. Je dois dire qu'on a savouré le fait d'amener notre modèle disruptif tout près de cette grande place boursière... ».

Le modèle disruptif qu'il évoque, c'est celui d'une entreprise qui produit du chocolat et du café depuis une dizaine d'années. Et qui avait dès le départ l'ambition de devenir armateur, compagnie maritime et commissionnaire de

transport. « L'idée de cargos voiliers remonte à de nombreuses années. C'est le moyen le plus efficace de décarboner le transport maritime. Mais que transporter dans ces bateaux ? Forcément des marchandises qui viennent de loin et qui ne peuvent être produites en France. Le cacao cochait toutes les cases ». Une unité de torréfaction est créée en 2013, puis une chocolaterie en 2016.

Transatlantiques. En parallèle, un travail intensif est mené et débouche en 2020 sur un premier démonstrateur : un voilier cargo de 24 mètres qui a, depuis, fait une douzaine de traversées. Puis, sur un second beaucoup

plus grand, le *Grain de Sail II* donc, qui réalisera quatre transatlantiques cette année, cinq l'année prochaine. Trois autres voiliers semblables devraient rejoindre la flotte d'ici trois ans. Au bout du chemin ? L'objectif de parvenir à un voilier de 80 mètres, mais sans jamais franchir la ligne rouge que s'est fixée Grain de Sail, l'hybride.

A l'aller, le voilier transporte des produits d'exportation vers les Etats-Unis. Au retour, il ramène notamment des matières premières venant des Antilles : par exemple du café, du cacao et sans doute bientôt du rhum qui, paraît-il, adorerait être bercé sur le pont du voilier...

S.G.T.



LOYS LECLERCQ - L20 NAVAL

En mars dernier, le « Grain de Sail II » s'est lancé dans sa première transatlantique.

Va-t-on bientôt brancher les poids lourds ?
Flashez le QR code pour lire l'article



Et retrouvez notre dossier en intégralité sur l'opinion.fr

Amiral Vaujour: « Nous assistons à une multiplication des crises maritimes »

L'Amiral Nicolas Vaujour, chef d'état-major de la Marine nationale, analyse la situation sur les mers du globe. Il note une désinhibition croissante de l'usage de la violence, cumulée à des enjeux climatiques cruciaux pour certains pays. La protection du commerce maritime est l'une des missions de la Marine.

La mer est-elle un nouvel enjeu géopolitique mondial?

C'est la perception qui revient, car c'est une réalité depuis bien longtemps! Aujourd'hui, les enjeux dans le monde sont intrinsèquement liés au domaine maritime. Le symbole de la mondialisation est le conteneur. 90% des flux commerciaux passent par la mer. C'est aussi le lieu de transit de la quasi-totalité des données informatiques, qui passent massivement par les câbles sous-marins. Il y a également l'enjeu climatique, qui a un impact direct sur les activités en mer: le canal de Panama a vu son trafic réduit de moitié, en raison de la sécheresse des lacs qui alimentent les écluses. Au Bangladesh, mon homologue me disait qu'une montée des eaux d'un mètre engendrerait 30 millions de déplacés. En Europe, nous n'avons pas une perception aussi essentielle de l'urgence climatique. C'est un facteur de déséquilibre et de tensions. En mer, au large, les marins sont les sentinelles de ces changements.

Quelles sont les zones maritimes particulièrement sensibles aujourd'hui?

Partout! Nous assistons en mer à une multiplication des crises extrêmement rapide, dont les effets s'accumulent. La Marine est présente sur toutes les mers et agit quotidiennement sur de nombreux théâtres. La crise migratoire inédite qui touche les côtes de la Manche impose d'engager nos unités pour assurer le sauvetage des naufragés en mer. Plus au large, notre mission est aussi d'assurer la permanence à la mer de nos sous-marins nucléaires lanceurs d'engins. Nous déployons aussi des moyens de combat. C'était le cas du groupe aéronaval déployé en Méditerranée au mois d'avril dernier. Les missions sont multiples.

La piraterie reprend-elle?

C'est un facteur de tension supplémentaire, avec des origines et des expressions différentes selon les zones, notamment entre la Somalie et le golfe de Guinée. Là, après la capture de navires et l'enlèvement d'otages, les pirates siphonnent désormais les soutes de leur prise pour revendre le pétrole à terre. Dans cette zone, nous sommes pleinement engagés aux côtés des marines riveraines. On forme, on entraîne, on opère ensemble pour accompagner les pays du golfe de Guinée dans l'exercice de leur souveraineté.

Visiblement la violence augmente en mer...

De façon générale, il y a une forme de désinhibition dans l'emploi de la violence, voire de l'ultraviolence, depuis l'invasion russe en Ukraine. Et ce déchaînement déborde en mer. C'est le cas en mer Rouge où les Houthis tirent des drones, des missiles antinavires ou balistiques: c'est une expression de la violence que l'on n'imaginait pas être possible en mer. L'usage massif du drone décomplexé toutes les parties prenantes en mer: personne n'hésite à tirer sur un engin inhabité.

Ce débordement de violence en mer va-t-il se poursuivre?

Je ne vois pas de raison que cela s'arrête. Je constate que, dans la frange littorale, il y a une « territorialisation »: il y a une concurrence dans les usages de la mer, dont les intérêts sont parfois contradictoires. Cela engendre forcément des tensions. C'est notamment le cas avec la pêche illégale ou le trafic de drogue. C'est aussi le cas dans l'expression de la puissance. Chaque nation exprime ce qu'elle entend par sa souveraineté en mer ou vient tester la détermination de l'autre à défendre sa zone. On observe des comportements plus agressifs. Certains pays ont une vision « conquérante » de leur souveraineté.

Comment voyez-vous la situation pour les navires de fret français?

Conséquence de la crise en mer Rouge, une part importante du trafic a immédiatement contourné l'Afrique par le cap de Bonne Espérance. Notre mission de marine militaire est de restaurer la confiance, pour garantir la préservation de nos approvisionnements. Nous le faisons



« Notre mission de marine militaire est de restaurer la confiance », rappelle l'Amiral Vaujour.

aujourd'hui dans le cadre de l'opération européenne Aspides, dont la mission est de sécuriser le sud de la mer Rouge. D'ailleurs, certains armateurs reprennent le canal de Suez. La Marine nationale a déjà escorté plus d'une centaine de bateaux en mer Rouge depuis le début de l'opération en février dernier.

Est-ce normal qu'une frégate militaire accompagne des porte-conteneurs remplis de biens de consommation?

Historiquement, les marines de guerre ont été créées pour protéger le commerce. Les choses ont évolué aujourd'hui, mais cette mission perdure. Il s'agit de garantir la liberté de la navigation commerciale, car notre prospérité et donc notre sécurité en dépendent. Un porte-conteneurs transporte presque un milliard de dollars de marchandises. C'est plus que le prix de la frégate. Donc cela me semble totalement

normal. Mais la Marine nationale ne peut pas protéger seule l'ensemble du trafic mondial: les partenariats sont absolument essentiels pour faire face à la multiplication des crises.

Quel message adressez-vous aux entreprises françaises?

Dans un monde qui se crispe un peu partout, le lien entre le monde maritime et les marines militaires est très important pour observer, comprendre et agir. C'est la mission du MICA Center (Maritime Information Cooperation & Awareness Center) qui est la passerelle entre la marine du commerce et la Marine nationale, par du partage d'information, des analyses de sécurité maritime et tout ce qui peut être utile à la bonne compréhension de la situation. Pour être efficaces, il vaut mieux se connaître, comprendre le fonctionnement et les enjeux de chacun.

Interview Aude Leroy

AXA XL Insurance

Relevez les défis du transport maritime

Découvrez comment la portée mondiale et les connaissances locales d'AXA XL nous permettent, dans notre monde en transition, de vous accompagner dans la gestion, la maîtrise et le transfert de vos risques liés au transport maritime.

Know You Can

axaxl.com/fr

AXA XL est une division du Groupe AXA qui commercialise des produits et des services à travers trois pôles: AXA XL Insurance, AXA XL Reinsurance et AXA XL Risk Consulting. AXA, les logos AXA et XL sont des marques déposées d'AXA SA ou de ses filiales. AXA SA ou ses filiales. © 2024

Les touristes américains, nouveaux moteurs économiques du Vieux continent

A Lisbonne, les Américains sont là et tout va bien.

Dans les bars et les restaurants de la ville aux sept collines, l'activité est si florissante que le maire, Carlos Moedas, a décidé d'abaisser les impôts locaux. Et de rendre les transports en commun gratuits pour les jeunes et les personnes âgées : avec une croissance de 8,2% l'an passé et une envolée de 20% des recettes fiscales par rapport à la période pré-crise sanitaire, il peut se le permettre.

Dans le centre, on rénove des façades centenaires qui en avaient bien besoin. Un nouvel aéroport pourrait voir le jour – deux fois plus grand que l'actuel – et une ligne à grande vitesse qui relierait Lisbonne à Madrid en trois heures est aussi en projet. Cet automne, le Festival du film de Tribeca y posera ses valises.

En ville, le prix des chambres s'envole et les investissements dans les installations touristiques affluent. Gonçalo Dias, directeur et copropriétaire de l'hôtel Ivens, prévoit par exemple d'ouvrir un club de jazz au sous-sol. La moitié des réservations de son établissement, où la nuit coûte un prix à quatre chiffres, sont faites par des Américains.

« C'est génial, c'est la meilleure période de ces quarante-cinq dernières années, se réjouit-il. C'est dingue. »

Ruée vers la Méditerranée

Partout, dans le sud de l'Europe, un boom inédit du tourisme largement porté par les Américains dope la croissance d'endroits jusque-là plutôt associés au marasme économique, créant des emplois par centaines de milliers et remplissant les caisses d'Etats fragilisés par la crise des dettes souveraines.



GONÇALO FONSECA FOR THE WALL STREET JOURNAL

Au Portugal, les touristes américains sont, depuis peu, plus nombreux que ceux qui arrivent d'Espagne.

Et même si certains craignent que la situation crée d'autres problèmes, la ruée vers la Méditerranée bouleverse le rapport de force économique en Europe. Dans les années 2010, ce sont l'Allemagne et les autres pays industriels qui, grâce aux exportations de voitures et de biens d'équipements, notamment vers la Chine, ont aidé le Vieux continent à sortir de la crise de la dette.

Aujourd'hui, l'Italie, l'Espagne, la Grèce et le Portugal

représentent, à eux quatre, entre un quart et la moitié de la croissance annuelle de l'Union européenne (UE).

Et quand l'économie allemande fait du sur-place, l'Espagne affiche la plus forte progression d'Europe : près de 75% de la croissance enregistrée ces dernières années viennent du tourisme, tout comme un nouvel emploi sur quatre. En Grèce, qui se porte particulièrement bien depuis la pandémie, 44% des

emplois sont liés au tourisme. A court terme, tout va bien et les pouvoirs publics veulent profiter de cette dynamique. Mais chez les économistes et les habitants et dans la classe politique, certains s'inquiètent des conséquences à long terme.

Les loyers et le coût de la vie explosent dans les zones les plus prisées, au grand dam des habitants qui ont de plus en plus de mal à boucler les fins de mois. Le fait de tout miser sur le tou-

risme, une activité qui rapporte vite mais dont la productivité est faible, pourrait aussi rendre ces économies très cycliques. Et détourner travailleurs et capitaux de secteurs plus rentables comme la tech et l'industrie haut de gamme.

Cette nouvelle économie permettra-t-elle de créer durablement de la valeur et de financer les généreux systèmes de sécurité sociale auxquels se sont habitués les Européens depuis la fin de la

Deuxième Guerre mondiale ? Et que se passera-t-il si le dollar baisse et que les touristes partent ?

Un nouveau moteur pour l'économie

Au Portugal, 10 millions d'habitants, les touristes américains sont depuis peu plus nombreux que ceux qui arrivent de l'Espagne voisine.

« C'est vraiment l'endroit où les Américains veulent aller en ce moment », explique Ameshia Crossa, stratège politique à Washington, qui visite le pays pour la première fois.

De fait, le dollar fort et la reprise post-Covid ont permis à des millions d'Américains qui auraient pris leurs vacances aux Etats-Unis avant la crise sanitaire de se rendre à l'étranger, où ils découvrent qu'ils peuvent vivre la belle vie.

« On peut s'offrir beaucoup plus de choses, sourit-elle dans le hall de son hôtel cinq étoiles. On a moins l'impression que notre budget va exploser. »

Pour ses six jours au Portugal, elle s'est offert des tickets pas chers pour aller voir Taylor Swift – la star fera elle aussi ses premiers pas dans le pays – et une tournée des magasins de vêtements de la très chic Avenida da Liberdade. Coup de chance : l'une de ses copines est elle aussi en vacances sur place en ce moment. Certains de ses amis arrivent dans deux semaines, d'autres viendront en septembre.

Le tourisme représente désormais un cinquième de l'activité économique lisboète et un emploi sur quatre. Un dynamisme qui ne profite pas qu'à la ville : le produit intérieur brut (PIB) du Portugal a progressé de près de 8% entre 2019 et 2024, contre moins

Lire TOURISTES en page 11

Soutenu par des milliardaires, ce projet de ville utopique a du mal à convaincre les Californiens

Des milliardaires de la Silicon Valley soutiennent un groupe qui souhaite réaliser un nouveau type d'utopie périurbaine, avec des logements abordables et des énergies durables, à 90 minutes

de route de San Francisco. Mais pour que son projet ait une chance de voir le jour, le groupe devra d'abord se sortir d'une situation politique délicate. Le groupe en question, California

Forever, cherche à soumettre au référendum, lors des élections de novembre, une mesure qui modifierait une réglementation locale en matière d'aménagement du territoire datant de plusieurs décennies. Si le oui l'emporte, cela donnerait le feu vert aux premières étapes de son « East Solano Plan », qui vise à établir une communauté au sommet d'une zone parsemée d'exploitations agricoles et d'éoliennes.

Le groupe promet de remédier à la pénurie de logements dans la région de San Francisco et au manque d'emplois de qualité dans les environs de son projet. Pour y parvenir, il veut bâtir une ville dans le comté de Solano, en Californie, avec de bonnes écoles, des cafés accueillants et une diversité culturelle plus importante que par le passé.

California Forever a placardé des publicités dans toute la région. Au cours du seul premier trimestre de l'année, il a dépensé 2 millions

de dollars en services de conseil et en marketing par publipostage notamment, tout en recueillant des signatures pour faire figurer son projet de référendum sur le bulletin de vote, d'après des documents publics. Plus récemment, le groupe a changé le nom de son projet [pour « East Solano Plan »] afin de prendre un nouveau départ après des débuts tumultueux.

Ses détracteurs estiment qu'il sera difficile de convaincre les électeurs locaux ; les premières manœuvres entreprises par le groupe ont, en effet, semé la méfiance chez de nombreuses personnes. California Forever a passé cinq ans à acheter pour près d'un milliard de dollars de terrains autour de la base aérienne de Travis, sous le nom de Flannery Associates, sans dévoiler ses intentions. L'année dernière, il a poursuivi en justice des dizaines de propriétaires

Pourquoi l'extrême droite ne déclenchera pas une crise de l'euro

Les vétérans des crises européennes ont eu une vilaine impression de déjà-vu la semaine dernière.

Après qu'Emmanuel Macron a convoqué des élections législatives anticipées, les bourses européennes ont chuté, l'euro a dégringolé et, situation alarmante, le rendement de l'obligation d'Etat française a bondi. Son écart avec le taux allemand n'a jamais été si grand depuis 2017.

La raison : les craintes que le Rassemblement national (RN), le parti eurosceptique d'extrême droite dirigé par Marine Le Pen, après avoir battu les centristes de Macron à plates coutures aux élections pour le Parlement européen, ne finisse en position de diriger le gouvernement français (quelle que soit l'issue, M. Macron restera président jusqu'en 2027 et en charge de la politique étrangère et de défense).

Depuis la crise de la dette qui avait débuté en Grèce en 2009 et avait failli détruire l'euro, les investisseurs sont à l'affût de tout ce qui menace la survie de l'Union européenne (UE) ou la monnaie commune utilisée par 20 de ses 27 membres.

Mais une victoire du RN n'en fait pas partie. Plus les partis d'extrême droite européens se rapprochent du pouvoir, plus leurs objectifs affichés passent d'un retrait de l'UE à une réforme de l'intérieur. L'intérêt mal évalué de la saison électorale européenne ne concerne pas la fragilité de l'UE et de l'euro, mais plutôt leur résilience.

Ce phénomène s'inscrit à contre-courant du retrait de la mondialisation et de la gouvernance supranationale qui a débuté en 2016 avec le Brexit, consé-

Lire EURO en page 11



SIPA PRESS

Jan Sramek, un ancien trader de Goldman Sachs, a lancé le projet California Forever en 2017.

Lire VILLE en page 11

VILLE

Suite de la page 1

terriens qui avaient refusé de vendre, en les accusant d'entente illicite pour faire monter les prix du foncier. En mars, un juge du tribunal de district des États-Unis a rejeté une requête des défenseurs qui voulaient faire rejeter l'action en justice.

Ce n'est qu'après que le *New York Times* a révélé, l'été dernier, que des investisseurs tels que Reid Hoffman (fondateur de LinkedIn), Marc Andreessen (investisseur en capital-risque d'Andreessen Horowitz) et Laurene Powell Jobs (philanthrope) appuyaient ce projet de nouvelle ville que California Forever a commencé à se faire connaître et à tenter de séduire la population.

California Forever a fourni une liste de ses investisseurs au département du Trésor en mars 2023, selon la porte-parole du groupe.

Aujourd'hui, le groupe cherche à se faire discret. « Il n'a pas réussi à surmonter l'hostilité qu'il a rencontrée dès le départ », explique Sam Singer, directeur général de la société de relations publiques Singer Associates, à San Francisco.

Les dépenses publicitaires de California Forever augmenteront à l'automne, lorsque les électeurs commenceront à s'intéresser de plus près au scrutin, indique Matt Rodriguez, directeur de campagne du groupe et fondateur et directeur général de la société d'affaires publiques Rodriguez Strategies.

Le représentant démocrate John Garamendi (Californie), dont la circonscription comprend une partie du comté de Solano, s'oppose au projet et affirme que, malgré le soutien de la Silicon Valley, le groupe aura besoin de subventions importantes de la part de l'État et des collectivités locales pour concrétiser son projet.

Selon M. Garamendi, les premières réunions avec California Forever se sont terminées par des échanges houleux, notamment

parce que le groupe n'était pas en mesure d'expliquer comment et par qui seraient financés les principaux services d'infrastructure envisagés pour la ville, tels que les écoles, les réseaux d'égouts et les installations électriques.

« Il y a plusieurs façons de décrire cela, mais cela sent l'arnaque », affirme-t-il.

Le scepticisme a stimulé l'opposition, déclare Sadie Wilson, directrice de la planification et de la recherche de la Greenbelt Alliance. Cette organisation à but non lucratif de développement durable de la région de San Francisco fait partie de la douzaine de structures qui compose la coalition Solano Together, laquelle collecte des fonds pour une campagne intitulée « Non à California Forever ». Elle aussi prévoit de diffuser des publicités avant les élections, précise Mme Wilson.

La campagne « Non à California Forever » a récolté environ 8 000 dollars au cours du premier trimestre de l'année, d'après les documents déposés auprès de l'officier d'état civil du comté de Solano.

Le directeur général de California Forever, Jan Sramek, un entrepreneur et ancien trader de Goldman Sachs qui a lancé le projet en 2017, en est devenu le visage public.

En début d'année, M. Sramek s'en est pris aux responsables de California Forever, expliquant à ses principaux conseillers qu'il n'était pas satisfait et qu'il voulait aller dans une autre direction, selon des sources bien informées.

Il a alors écarté Mike Murphy, conseiller républicain chevronné, et Andrew Acosta, stratège démocrate, de leurs fonctions de conseillers politiques, toujours selon les mêmes personnes. D'après elles, M. Murphy a travaillé sur le projet California Forever pendant des années avant qu'il ne soit rendu public et, avec M. Acosta, il a recruté la plupart des autres responsables de la campagne. The Media Company, une agence de communication politique qui s'occupait de la communication et de la publicité



SIPA PRESS

California Forever a acheté pour près d'un milliard de dollars de terrains autour de la base aérienne de Travis, à une centaine de kilomètres de San Francisco.

de la campagne, a également vu le périmètre de sa mission réduit, ont ajouté les sources.

La porte-parole de California Forever a déclaré que le groupe était impatient de travailler à nouveau avec MM. Murphy et Acosta et que The Media Company continuait à jouer un rôle de conseiller stratégique.

M. Sramek a ensuite fait appel à Tusk Strategies, une société de relations publiques basée à New York, dont le fondateur, Bradley Tusk, consultant en affaires publiques et investisseur en capital-risque, est réputé dans la Silicon Valley pour avoir aidé des entreprises telles qu'Uber à naviguer dans les eaux troubles de la politique.

Les stratèges avaient conseillé à M. Sramek de s'éloigner des projecteurs et de faire appel à des locaux pour la campagne, une recommandation à laquelle se sont ralliés certains investisseurs clés, selon des sources bien informées.

Cependant, le PDG s'est récemment davantage fait connaître du grand public. En avril et en mai, il a notamment fait l'objet d'un article dans Business Insider,

d'un reportage dans l'émission « Sunday Morning » de CBS News. M. Sramek est également intervenu lors d'un événement organisé par Bloomberg et sur le podcast Pivot de Vox [NDLR : un média numérique américain]. Selon la porte-parole de California Forever, certains de ces engagements avaient été planifiés des semaines ou des mois à l'avance.

Le mois dernier, le groupe a également adopté un nouveau nom, East Solano Plan, après avoir conclu que l'image des marques Flannery et California Forever avait été écornée, selon des sources bien informées. East Solano Plan est l'une des quatre branches d'activité de California Forever dont la vocation est le développement communautaire, a déclaré la porte-parole du groupe. Le groupe continue d'utiliser le nom de sa société mère dans certains contextes, a-t-elle ajouté.

Au-delà des électeurs du comté de Solano, le groupe vise à attirer d'autres riches bailleurs de fonds, qui pourraient eux-mêmes devenir de futurs investisseurs.

Andreessen Horowitz continue de soutenir M. Sramek, a

déclaré David George, associé principal, dans un communiqué. « Il a fait le travail et nous sommes impatients de le voir bâtir la prochaine grande ville américaine. »

Le projet a démarré dans des conditions défavorables, car il a dû faire face à des rumeurs concernant des risques potentiels pour la sécurité nationale – en raison d'une implication étrange – avant même d'être présenté aux résidents locaux et à un public plus large, souligne M. Rodriguez.

Les premiers courriers envoyés aux électeurs décrivaient la zone visée par le projet comme « l'une des pires pour l'agriculture dans le comté de Solano aujourd'hui », avec des photos d'une ferme décrépie. Les lettres suivantes contenaient des témoignages d'habitants de la région en faveur du projet, ainsi que des images générées par ordinateur de ce que California Forever a déclaré être des « quartiers sûrs et piétonniers ». Les pancartes publicitaires et autres supports de communication de la campagne promettent une croissance des salaires locaux avec 15 000 nou-

veaux emplois rémunérés à 125 % du salaire moyen du comté. Le projet assure également que les infrastructures, les équipements publics et les services ne coûteront rien aux contribuables de la région, à moins qu'ils ne vivent dans la nouvelle ville.

California Forever affirme que ces promesses sont juridiquement contraignantes, en partie parce qu'elles sont incluses dans le projet de référendum de novembre. Un argument qui ne convainc pas le représentant démocrate Mike Thompson (Californie).

« Les affirmations de California Forever selon lesquelles ils investiront dans le logement local, l'éducation, l'emploi et bien d'autres choses encore n'ont aucune valeur exécutoire et, compte tenu de leurs antécédents en matière de comportement trompeur, notre communauté devrait se méfier », a déclaré M. Thompson.

Ces dernières semaines, la campagne de California Forever a commencé à diffuser des publicités télévisées axées sur certaines des préoccupations les plus courantes de ses détracteurs, comme le mode d'approvisionnement en eau de la nouvelle ville et le risque de perturbation de la base aérienne de Travis, située à proximité.

« Nous essayons simplement d'amorcer la pompe », explique M. Rodriguez à propos de ces nouvelles publicités. « Il y aura bien d'autres choses à venir, c'est évident. »

M. Sramek a annoncé qu'il était prêt à dépenser autant qu'il le faudrait pour que la nouvelle ville sorte de terre, mais on ne sait pas encore ce qui se passera si le non l'emporte lors du référendum. Selon M. Rodriguez, la campagne n'a pas évoqué en interne cette possibilité.

Patrick Coffee
Kristina Peterson
a contribué à cet article
(Traduit à partir de la
version originale en anglais
par Paul Julhiet)

Edited from the original

EURO

Suite de la page 1

quence du référendum sur le départ du Royaume-Uni de l'UE, et de l'élection de Donald Trump à la présidence américaine sur la base d'un programme nationaliste et protectionniste.

Le RN a été créé sous l'identité du Front national en 1972 par Jean-Marie Le Pen, qui attaquait les musulmans, niait la réalité de la Shoah et qualifiait le traité de Maastricht, qui avait ouvert la voie à l'introduction de l'euro en 1999, de « fin de la France (...) aux ordres de la bureaucratie bruxelloise et de la banque internationale. »



SIPA PRESS

Marine Le Pen et Jordan Bardella. Le Rassemblement national a conditionné son programme à l'issue d'un audit des finances publiques.

Marine Le Pen, fille de Jean-Marie, a repris les rênes du parti en 2011 et en a évincé son père en 2015 afin de rendre le parti plus acceptable aux yeux des électeurs. Mais elle a conservé l'hostilité de son père vis-à-vis de l'immigration, de l'UE et de l'euro.

La crise de la dette qui a débuté en Grèce en 2009 a exposé au grand jour les contradictions sous-jacentes de la monnaie commune. En permettant à des pays à l'inflation plus élevée, comme la Grèce et l'Espagne, d'emprunter à des taux d'intérêt aussi bas que l'Allemagne, elle a alimenté la croissance de dettes insoutenables.

Et pourtant, l'euro a survécu parce que sa popularité politique l'emportait sur ses défauts écono-

miques : le public craignait de voir son épargne se retrouver de nouveau dans une devise locale qui se déprécierait. Le chaos politique et économique du Brexit a découragé d'autres pays de faire la même chose. Cela a été une des principales raisons de la nette défaite de Marine Le Pen face à Macron lors de la présidentielle de 2017.

L'inflation de ces dernières années n'a fait qu'exacerber la méfiance vis-à-vis de l'aventurisme monétaire. Même les dirigeants qui affichant leur scepticisme face aux libres marchés, comme la toute nouvelle présidente mexicaine et le président sud-africain reconduit, ont dû confirmer l'indépendance de leurs banques centrales. S'il devait être élu cet automne, Donald Trump pourrait découvrir que toucher à l'indépendance de la Réserve fédérale, comme le proposent certains de ses alliés, n'est pas une idée très populaire.

Ces dernières années, les mouvements de droite reviennent frénétiquement sur leurs projets de rejet de l'UE et l'euro, tout en restant catégoriquement opposés à l'immigration. « Nos opposants macronistes nous accusent (...) d'être en faveur d'un Frexit [le Brexit français], de vouloir prendre le pouvoir pour quitter l'UE », a dénoncé Jordan Bardella, candidat du RN au poste de Premier ministre, en mai dernier. Mais « on ne quitte pas la table du jeu quand on est en train de gagner la partie ».

Lors de précédentes campagnes, le RN a soutenu un référen-

dum visant à placer la loi française au-dessus de la loi européenne, en violation des règles du bloc, mais il n'a pas mis cette promesse en avant lors de la campagne actuelle.

Après que le Parti pour la liberté a remporté les élections aux Pays-Bas à l'automne, son dirigeant Geert Wilders a abandonné une très ancienne demande de référendum sur l'appartenance à l'UE.

Lorsqu'elle est devenue Première ministre en Italie, Giorgia Meloni a retourné sa veste sur le sujet, passant de critique ouverte de l'UE à équipière modèle ; elle a soutenu l'aide à l'Ukraine et coopéré dans le cadre d'un redressement des finances de l'Italie. En Allemagne, l'AFD veut toujours sortir de l'UE, ce qui explique peut-être partiellement sa mauvaise performance lors des élections au Parlement européen.

Le ralliement à l'UE de certains partis d'extrême droite pourrait être plus tactique que philosophique. Et même si leur changement de position est réel, ils peuvent toujours paralyser de l'intérieur la prise de décision au niveau de l'UE, que ce soit sur le climat, les politiques vis-à-vis des réfugiés ou les sanctions contre la Russie, comme le fait Viktor Orban depuis des années.

Beaucoup de positions du RN sont encore en désaccord avec l'appartenance à l'UE, de la préférence nationale pour les entreprises françaises en matière de marchés publics à la sortie du marché européen de l'électricité.

Le problème le plus épineux,

cependant, est la précarité des finances de la France. L'année dernière, son déficit public était le deuxième plus grand de la zone euro, derrière l'Italie, représentant 5,5 % du PIB et sa dette, à 111 % du PIB, était à la troisième place. Le programme annoncé par le RN, qui comprend une réduction de la TVA sur l'énergie et la remise en cause de l'âge de départ à la retraite décidé par M. Macron, pourrait creuser encore davantage le déficit.

Le 19 juin, la Commission européenne, le bras exécutif du bloc européen, a notifié Paris qu'il dépassait la limite de déficit autorisée de 3 %, ce qui est supposé conduire à des négociations afin d'y trouver une solution.

Bruxelles a longtemps lâché la bride à la France en matière de déficits car le pays est trop important, politiquement et financièrement, pour se permettre d'être en faillite. Une confrontation avec un gouvernement RN pourrait éroder la crédibilité et la cohésion du bloc européen.

Pourtant, même s'il défie Bruxelles, la marge du manœuvre du RN restera circonscrite par l'euro. Si les rendements des obligations françaises ont augmenté, c'est parce que contrairement aux États-Unis et au Royaume-Uni, qui ont des déficits plus importants en pourcentage de leur PIB, la France ne contrôle pas la monnaie dans laquelle elle emprunte et qu'elle est donc davantage exposée à un risque de défaut de paiement (les investisseurs peuvent également craindre une victoire de l'extrême

gauche, dont les projets d'augmentation des dépenses, dans les domaines du logement et des retraites, sont encore plus radicaux).

La Banque centrale européenne peut acheter des obligations de pays membres dont les rendements ont augmenté de manière excessive, tant que le pays est fiscalement sain ou qu'il en prend le chemin. Si l'obstination du RN provoque une flambée des rendements des obligations dans la zone euro, Krishna Guha, d'Evercore ISI, estime que la BCE pourra soutenir les obligations de pays qui coopèrent, comme l'Italie, mais pas celles « du pays à l'origine de la tension », c'est-à-dire la France. Un tel bouleversement, explique-t-il dans un rapport récemment publié, « aurait presque certainement pour conséquence la chute du nouveau gouvernement RN ou la négociation d'un quelconque compromis » avec Bruxelles.

Nul doute que Mme Le Pen et M. Bardella comprennent ces contraintes, ce qui explique sans doute pourquoi ils ont commencé à se couvrir en conditionnant leur programme à l'issue d'un audit des finances publiques.

L'extrême droite veut peut-être emprunter un chemin différent du reste de l'Europe, mais sa liberté est limitée si elle veut conserver l'euro. Ce qui est clairement ce que veulent les électeurs.

Greg Ip
(Traduit à partir de la
version originale en anglais
par Bérengère Viennot)

Edited from the original

TOURISTES

Suite de la page 1

de 1% pour le PIB de l'Allemagne, selon des estimations du Fonds monétaire international (FMI).

L'an passé, le pays a affiché un excédent budgétaire de 1,2% – une rareté – et son ratio dette/PIB devrait reculer à 95% cette année, au plus bas depuis 2009. Après des années de déclin, la population portugaise recommence à croître grâce à l'arrivée de travailleurs étrangers, aux dispositifs fiscaux et aux visas pour les investisseurs qui ont séduit de nombreux hauts revenus.

Pour M. Moedas, le maire, la croissance n'est pas terminée. Chaque jour, la ville double de

D'après Oxford Economics, les dépenses en voyage et hébergement ont progressé sept fois plus vite que l'économie mondiale ces deux dernières années

taille : sur le million de personnes qui y viennent quotidiennement, seuls 35 000 sont des touristes. « On est très loin de ce que l'on appelle le surtourisme. »

Le rôle de la crise de la dette

Cette tendance s'inscrit dans le mouvement qui s'est amorcé après la levée des confinements. D'après Oxford Economics, les dépenses en voyage et hébergement ont progressé sept fois plus vite que l'économie mondiale ces deux dernières années et ce schéma devrait rester le même dans la décennie à venir, même si le rythme ralentira.

L'Europe, et plus particulièrement le sud, en profite plus que bien d'autres régions. Alors qu'elle ne représente que 5% de la population mondiale, l'UE a encaissé un tiers des dépenses touristiques mondiales l'an passé, soit plus de 500 milliards de dollars. C'est aussi trois fois plus qu'il y a vingt ans et beaucoup plus que les Etats-Unis (150 milliards de dollars), où le tourisme peine à repartir.

L'une des explications tient à la crise des dettes souveraines qui a frappé les pays du sud de

l'Europe il y a un peu plus de dix ans. Puisqu'ils ne pouvaient relancer la demande par des dépenses publiques ou doper leurs exportations par des dévaluations, euro oblige, ces pays ont choisi de miser sur les baisses de salaires pour renforcer leur compétitivité. Conjuguées à une crise de l'immobilier qui a mis des centaines de milliers de personnes au chômage, ces baisses ont rendu le secteur touristique local ultra-compétitif – moins cher que les Caraïbes et dans la gamme de prix du Mexique, par exemple.

Au Portugal, la crise de la dette a été bénéfique pour une autre raison : en 2011, quand le pays a dû être renfloué à hauteur de 78 milliards d'euros, l'Etat a décidé de privatiser TAP Air Portugal, la compagnie aérienne nationale, pour lever des fonds. C'est David Neeleman, le fondateur de JetBlue, qui a pris une participation majoritaire.

« Je suis né au Brésil, je parle portugais, mais je n'étais jamais allé au Portugal, raconte-t-il. Dans mon entourage, personne n'y était jamais allé non plus, parce que c'était vraiment mal desservi. »

Une fois aux manettes de TAP, l'homme d'affaires a multiplié par huit le nombre de vols directs depuis les Etats-Unis entre 2015 et 2020, ajoutant des dessertes depuis New York ou Boston. Les réservations ont grimpé en flèche et les compagnies américaines n'ont pas tardé à imiter TAP.

« C'est assez drôle, parce que d'un coup, tous les gens que je croisais me disaient qu'ils allaient au Portugal », sourit-il.

« Je ne suis pas sûr que les gens soient conscients de l'importance que ça a eue », souligne de son côté M. Moedas.

Signes de mécontentement

Pour Gonçalo Hall, 36 ans, l'afflux d'argent étranger qui a transformé Lisbonne est globalement une bonne chose. Quand il vivait dans la capitale il y a quinze ans, il ne sortait jamais dans le centre historique après 20 heures. « Il y avait beaucoup de SDF, beaucoup d'insécurité, énormément de bâtiments abandonnés », se souvient-il.

Mais le boom touristique n'a pas que des avantages, notamment pour le coût de la vie.

« La qualité de vie à Lisbonne n'est pas cohérente avec les prix, même les expats s'en vont », soupire-t-il. Depuis la pandémie, il vit et télétravaille depuis Madère.

De fait, le salaire moyen d'un employé oscille autour de 1 000 euros nets à Lisbonne, et seuls 2% des habitants gagnent



GONÇALO FONSECA FOR THE WALL STREET JOURNAL

Un tramway passe devant le belvédère de Portas do Sol, dans le quartier de l'Alfama, à Lisbonne. Un quart des emplois de la ville sont aujourd'hui liés au tourisme.

plus de 2 000 euros par mois. Sauf qu'un deux-pièces s'y loue plus de 1 200 euros par mois et vaut facilement 500 000 euros à l'achat. Les habitants fuyant une capitale trop chère pour eux, les prix de l'immobilier ont aussi augmenté dans les villes environnantes.

Jessica Ribeiro est sociologue. A 35 ans, elle paie 490 euros par mois pour un appartement qu'elle loue avec son ex-mari à côté de Lisbonne. Ils n'ont pas les moyens de quitter leur logement : ils gagnent à peine plus que le salaire minimum (820 euros par mois) et, avec l'envolée des loyers, impossible de trouver un appartement dans le quartier à moins de 700 euros par mois.

« Les dégâts que fait le tourisme sont bien plus importants que ce qu'il apporte, soupire la jeune femme. Les gens sont obligés d'habiter très loin de là où ils travaillent, c'est très difficile au quotidien. »

Habitants et militants se plaignent d'ailleurs que les principaux gagnants du boom du tourisme sont des groupes américains comme Airbnb ou Uber, qui sont généralement très peu taxés là où ils sont le plus présents.

Lisbonne a d'ailleurs lancé une offensive contre le géant de la location de logements : la taxe de séjour est passée de 2 à 4 euros, ce qui devrait permettre à la ville d'enregistrer 80 millions d'euros de plus chaque année. Airbnb a reversé plus de 63 millions d'euros à Lisbonne et Porto dans le cadre d'un accord de collecte des taxes conclu avec les autorités locales. M. Moedas voudrait « un peu plus de réglementation » des Uber qui, selon lui, ne respectent pas toujours le code de la route.

Le porte-parole du spécialiste des VTC a indiqué que l'essentiel des revenus générés par la plateforme restaient dans l'économie locale et qu'il avait aidé, l'an passé, les chauffeurs, coursiers et restaurants à gagner plus de 500 millions d'euros. Les chauffeurs Uber exerçant au Portugal doivent recevoir une licence délivrée par un organisme public, a-t-il ajouté.

Au Portugal, environ neuf locations Airbnb sur dix concernent des gens qui louent leur résidence principale et près de la moitié des hôtes disent que ces revenus leur permettent de continuer à y vivre, a souligné le porte-parole du groupe. « Notre

plateforme ne représente que 10% des nuitées réservées au Portugal, a-t-il ajouté. Nous respectons les règles et n'autorisons que les locations agréées par les autorités locales. »

Mais pour les habitants, l'Etat ne va pas assez loin. « Toute la ville est tournée vers le tourisme », s'agace Rita Silva, chercheuse et militante.

Selon elle, l'envolée des loyers a fait fermer beaucoup d'entreprises et d'espaces culturels et sociaux locaux. « L'économien n'est pas au service des besoins de la majorité », déplore-t-elle.

Les Portugais ne sont pas les seuls à montrer leur mécontentement : ces derniers mois, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté aux Baléares et aux Canaries pour protester contre le tourisme de masse. A Majorque, des activistes ont planté des panneaux sur les plages. Rédigés en anglais, ils prévenaient de faux risques de chute de pierre ou de la présence de méduses pour décourager les touristes.

« Maladie de la plage »

Certains économistes redoutent que le tourisme galopant finisse par aggraver les difficultés économiques auxquelles l'Europe est confrontée.

Développer l'activité touristique n'est jamais facile et des turbulences économiques peuvent rapidement tout remettre en question. Et, comme le pétrole à une autre époque, le tourisme pourrait évincer les autres activités à forte valeur ajoutée en si-phonnant travailleurs et capitaux, un phénomène que certains économistes ont baptisé la « maladie de la plage ».

« Le Portugal n'est pas un pays industrialisé, c'est la cour de récré de l'UE », persifle Priscila Valadao, assistante administrative de 43 ans. Elle vit à Lisbonne, gagne 905 euros par mois et loue une chambre chez des amis pour 250 euros par mois. « Les postes à pourvoir sont limités à un type d'activité qui n'enrichit pas le pays », regrette-t-elle.

Pour Marcos Carias, économiste à la Coface, les dirigeants européens préfèrent que les gens ouvrent des hôtels et des restaurants que les inciter à créer des entreprises industrielles de pointe, très intensives en capital

et peu rentables à court terme. « Le tourisme, c'est une solution de facilité, explique-t-il. Pourquoi rechercher l'audace et suer sang et eau pour créer de la valeur économique si le tourisme fonctionne tout de suite ? »

Pour ses défenseurs, le tourisme sert à drainer des capitaux vers des régions défavorisées et peut servir de base à une économie plus diversifiée. M. Moedas, le maire de Lisbonne, essaie d'utiliser l'afflux de touristes pour accompagner des secteurs comme la culture et la technologie, notamment en organisant des conférences et des événements culturels.

« Certains partis d'extrême gauche disent qu'il faut réduire le tourisme », mais c'est la mauvaise approche, selon lui. « Ce qu'il faut faire, c'est renforcer

A Majorque, des activistes ont planté des panneaux sur les plages. Rédigés en anglais, ils prévenaient de faux risques de chute de pierre ou de la présence de méduses pour décourager les touristes

des secteurs comme l'innovation ou la technologie. Continuer d'investir dans le tourisme, mais aussi monter en puissance. »

Haris Doukas, le maire d'Athènes, indique de son côté qu'il essaie d'allonger la saison touristique et la durée des séjours, mais aussi de promouvoir certains types de tourisme en organisant des conférences et des événements professionnels pour attirer des visiteurs plus aisés. Il prévoit aussi la mise en place de nouvelles taxes pour aider la ville à faire face aux millions de touristes qui viennent arpenter ses rues chaque année.

Manque de bras

Pour Arlindo Ferreira, qui dirige une école dans le nord du Portugal, l'un des symptômes de la « maladie de la plage », c'est le départ des étudiants, qui vont à l'étranger parce que la vie est trop chère au Portugal et qu'ils ne trouvent pas d'emplois bien rémunérés.

Les écoles ont du mal à trouver des enseignants « non seulement parce que la vie coûte cher, mais aussi parce qu'ils trouvent des postes mieux payés ailleurs », soupire-t-il.

De fait, selon Raquel Varela, historienne et enseignante à l'Université Nouvelle de Lisbonne, plus d'un tiers des étudiants portugais très qualifiés partent à l'étranger à la fin de leurs études. C'est aussi le cas des salariés de la tech, dont les rémunérations sont pourtant très élevées.

Tiago Araújo, directeur général de Hijiffy, une start-up spécialisée dans le tourisme, essaie de convaincre ses équipes de rester à Lisbonne, mais une grande partie a déjà quitté la ville. Le mouvement avait commencé pendant la crise sanitaire et se poursuit à cause de la crise du logement.

Ironie du sort, c'est le tourisme qui fait vivre Hijiffy. Plus prospères, les hôtels peuvent investir dans les produits proposés par la jeune pousse, notamment un chatbot pour Facebook Messenger qui permet aux touristes de réserver directement une chambre sans passer par les plateformes, qui facturent des commissions importantes.

Pour ceux qui profitent du boom, les Américains et leur budget colossal sont purement et simplement trop séduits.

M. Dias, le patron de l'hôtel Ivens, se diversifie dans la vie nocturne et refuse d'envisager un avenir sans les touristes américains.

S'ils arrêtent de venir à Lisbonne, « je pense qu'on ne pourra plus pratiquer ces prix parce qu'il faudra faire avec les Européens, et les Européens n'ont pas d'argent ».

Valerie Bauerlein

Patricia Kowsmann

a contribué à cet article

(Traduit à partir de la version originale en anglais par Marion Issard)

Edited from the original



SIPA PRESS

Grâce aux revenus tirés du tourisme, Carlos Moedas, le maire de Lisbonne, a pu baisser les impôts locaux.

Conférences by l'Opinion



Les entreprises seront-elles prêtes pour la CSRD ?

CONFÉRENCE DIGITALE

Jeudi 12 septembre 2024

De 9h à 10h

Découvrir
le programme
et s'inscrire



Informations et inscriptions gratuites : www.lopinion.fr/evenements

En partenariat avec :

**forv/s
mazars**

Avec le soutien de :



Dauphine
ALUMNI